



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, VENDREDI 7 décembre 1951

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, FRIDAY, December 7th, 1951

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
29088 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
29088 — 1-52

Lettres patentes

Ace Carpet Cleaners Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date, du treize octobre 1951, constituant en corporation: J.-Raoul Chatel, navigateur, J.-Théodore Giroux, nettoyeur, et Olier Moreau, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer une teinturerie en général, sous le nom de "Ace Carpet Cleaners Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Letters Patent

Ace Carpet Cleaners Ltd.

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirteenth day of October, 1951, incorporating: J. Raoul Chatel, navigator, J. Théodore Giroux, cleaner, and Olier Moreau, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in dyeworks in general under the name of "Ace Carpet Cleaners Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le treize octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582-o L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General the thirteenth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582 Deputy Attorney General.

Aird Avenue Clothes Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt octobre 1951, constituant en corporation: Clarence Lavallée, marchand, Agnès Rioux, ménagère, épouse séparée de biens dudit Clarence Lavallée, Benny Rapoport, marchand, et Anne Smoliansky Rapoport, ménagère, épouse séparée de biens dudit Bennie Rapoport, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de fourrures, vêtements, marchandises sèches, fournitures de tailleurs, et tissus textiles de toutes sortes, sous le nom de "Aird Avenue Clothes Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582 L. DÉSILETS.

Aird Avenue Clothes Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1951, incorporating: Clarence Lavallée, merchant, Agnes Rioux, housewife, wife separate as to property of the said Clarence Lavallée, Benny Rapoport, merchant, and Anne Smoliansky Rapoport, housewife, wife separate as to property of the said Bennie Rapoport, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and dealers in furs, clothing, dry goods, tailors' trimmings and textile fabrics of all kinds, under the name of "Aird Avenue Clothes Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 100 common shares of a par value of \$100. each, and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582-o Deputy Attorney General.

Aluminum Rolling Mills Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-neuf octobre 1951, constituant en corporation Marcel Piché, C.R., solliciteur, Jeanne M. Valentine, secrétaire et Marius Doye, industriel tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Laminer, manufacturer et traiter les métaux et des feuilles de métal de toute sorte et description, sous le nom de "Aluminum Rolling Mills Limited".

Le capital de ladite compagnie consistera en 5,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$25,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582 L. DÉSILETS.

Aluminum Rolling Mills Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the nineteenth day of October, 1951, incorporating: Marcel Piché, K.C., Solicitor, Jeanne M. Valentine, secretary, and Marius Doye, industrialist, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To roll, manufacture and process metals and foil of every kind and description, under the name of "Aluminum Rolling Mills Limited".

The capital stock of the said company shall consist of 5,000 common shares of no par value; and the amount with which the company will commence its operations will be \$25,000.

Thead office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this nineteenth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582-o Deputy Attorney General.

**Auberge "Halfway" Inc.
"Halfway" Inn Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-trois octobre 1951, constituant en corporation: Dominic Verdone, hôtelier, d'Arvida, Stanislas Gauthier, et Gaétan Gagné, comptables,

**Auberge "Halfway" Inc.
"Halfway" Inn Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-third day of October, 1951 incorporating: Dominic Verdone, hotel-keeper, of Arvida, Stanislas Gauthier and Gaétan Gagné, accountants, of Jon-

de Jonquière, tous du district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtellerie, sous le nom de "Auberge "Halfway" Inc."—"Halfway" Inn Inc.", avec un capital de \$80,000 divisé en 500 actions communes de \$100 chacune, et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582-o L. DÉSILETS.

A. Weis Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Gouverneur-général de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-huit octobre 1951, constituant en corporation: Max Slapack, Gregory Charlap, avocats, Ray Chaplin, Sylvia Teitlebaum, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et leurs sous-produits, sous le nom de "A. Weis Inc.", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582 L. DÉSILETS.

Bel-A Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-cinq septembre 1951, constituant en corporation: Albert Breux, marchand en gros, Paul Provost, entrepreneur en camionnage, et Dame Annette Breton, ménagère, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des cafés, restaurants, maisons de pension, hôtels, motels et salles de danse, sous le nom de "Bel-A Club Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 40 actions ordinaires de \$100 chacune, et en 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582-o L. DÉSILETS.

Belmont Realities Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-huit octobre 1951, constituant en corporation: Joseph Rimerman, marchand, Stanley Kandes-

quière, all of the judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the hotel business, under the name of "Auberge "Halfway" Inc."—"Halfway" Inn Inc.", with a capital stock of \$80,000 divided into 500 common shares of \$100 each, and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582 Deputy Attorney General.

A. Weis Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighteenth day of October, 1951, incorporating: Max Slapack, Gregory Charlap, advocates, Ray Chaplin, Sylvia Teitlebaum, stenographer, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products made of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, under the name of "A. Weis Inc.", with a capital stock of \$100,000 divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582-o Deputy Attorney General.

Bel-A Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fifth day of September, 1951, incorporating: Albert Breux, wholesale merchant, Paul Provost, trucking contractor, and Dame Annette Breton, housewife, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate cafés, restaurants, boarding-houses, hotels, motels and dance-halls under the name of "Bel-A Club Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 40 common shares of \$100 each and 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31582 Deputy Attorney General.

Belmont Realities Limited

Notice is hereby given that under Part of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighteenth day of October, 1951, incorporating: Joseph Rimerman, merchant, Stanley Kandestin, advocate, and

tin, avocat et Jeannine Doiron, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents d'immeubles et d'assurances, constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Belmont Realities Limited", avec un capital de \$60,000 divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 450 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582 L. DÉSILETS.

Calumet Investments Limited
Placements Calumet Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRiche-lière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1951, constituant en corporation: Joseph-H. Lavallée, hôtelier, major Charles Lavallée, financier, tous deux de Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne, et Yvon Perras, avocat, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands d'obligations, courtiers en placements et courtiers d'actions, sous le nom de "Calumet Investments Limited" — "Placements Calumet Limitée", avec un capital de \$10,000 divisé en 10,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582-o L. DÉSILETS.

Commercial Forms Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRiche-lière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du seize octobre 1951, constituant en corporation: L. Maurice Trudeau, avocat, de Chateauguay, Jean-E. Clossey, huissier, et Maurice Cusson, avocat, ces deux derniers de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre et opérer le commerce d'imprimerie, librairie, agence de publicité sous le nom de "Commercial Forms Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 100 actions de \$200 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le seize octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582-o L. DÉSILETS.

Corporation R. Gagnon Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRiche-

Jeannine Doiron, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate and insurance agents, builders and contractors, under the name of "Belmont Realities Limited", with a capital stock of \$60,000 divided into 150 common shares of a par value of \$100 each, and 450 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582-o Deputy Attorney General.

Calumet Investments Limited
Placements Calumet Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRiche-lière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-ninth day of October, 1951, incorporating: Joseph H. Lavallée, hotel-keeper, Major Charles Lavallée, financier, both of Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne, and Yvon Perras, advocate, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of bond dealers, investment brokers and stock brokers, under the name of "Calumet Investments Limited" — "Placements Calumet Limitée", with a capital stock of \$10,000 divided into 10,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582 Deputy Attorney General.

Commercial Forms Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRiche-lière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixteenth day of October, 1951, incorporating: L. Maurice Trudeau, advocate, of Chateauguay, Jean E. Clossey, bailiff, and Maurice Cusson, advocate, these two latter of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in and carry on the printing and stationery business and that of advertising agencies, under the name of "Commercial Forms Limited", with a capital stock of \$20,000 divided into 100 shares of \$200 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582 Deputy Attorney General.

Corporation R. Gagnon Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRiche-

lière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1951, constituant en corporation: Roland Gagnon, commerçant, de Saint-Félicien, Rosaire Gagnon, industriel et Roland Bergeron, avocat, tous deux de Roberval, tous du district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles; agir comme entrepreneurs pour la construction d'immeubles, sous le nom de "Corporation R. Gagnon Ltée", avec un capital de \$100,000 divisé en 800 actions ordinaires de \$100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31582-o

L. DÉSILETS.

lière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the nineteenth day of October, 1951, incorporating: Roland Gagnon, tradesman, of Saint-Félicien, Rosaire Gagnon, industrialist, and Roland Bergeron, advocate, both of Roberval, all of the judicial district of Roberval, for the following purposes:

To deal in immovables; to act as contractors for the building of immovable, under the name of "Corporation R. Gagnon Ltée", with a capital stock of \$100,000 divided into 800 common shares of \$100 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Roberval, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Delca Cheese & Milk Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du onze d'octobre 1951, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, Rita Wolfson, sténographe, Freda Pomerance, secrétaire, tous de la cité de Montréal, et Abraham M. Klein, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits laitiers, agricoles et maraichers, sous le nom de "Delca Cheese & Milk Products Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31582

L. DÉSILETS.

Delca Cheese & Milk Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eleventh day of October, 1951, incorporating: Samuel Chait, advocate, Rita Wolfson, stenographer, Freda Pomerance, secretary, all of the city of Montreal, and Abraham M. Klein, advocate, of the city of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in dairy, farm and garden produce, under the name of "Delca Cheese & Milk Products Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1951.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Dominion Silica Corporation Limited (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de la province de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt octobre 1951, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, ménagère, de St-Lambert, Alexandre Gordon Yeoman, John Lawrence McCrory, commis en loi, Helen Christina Mustard, S. Winnifred Staples, Fidelia F. Léger, Madeleine Brais, Millicent Asselman, Haidee Fiddes, secrétaires, Clifford George Meek, teneur de livres, tous les neuf de la cité de Montréal, et Cecil Bruce Cooke, secrétaire, de Verdun, Marie Joyce Kent, secrétaire, de Lachine, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, la terre, les roches, et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre

Dominion Silica Corporation Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twentieth day of October, 1951, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, of St. Lambert, Alexander Gordon Yeoman, John Lawrence McCrory, law clerks, Helen Christina Mustard, S. Winnifred Staples, Fidelia F. Leger, Madeleine Brais, Millicent Asselman, Haidee Fiddes, secretaries, Clifford George Meek, bookkeeper, all nine of the city of Montreal, and Cecil Bruce Cooke, secretary, of Verdun, Marie Joyce Kent, secretary, of Lachine, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stone may for the purposes of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose thereof, under the name

ou autrement en disposer, sous le nom de "Dominion Silica Corporation Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$4,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune, et 1,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourent aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582 L. DÉSILETS.

Dubord & Frère Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-deux octobre 1951, constituant en corporation: Lucien Dubord, Paul-Émile Dubord, entrepreneurs, et John Michael Schlesinger, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Dubord & Frère Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582 L. DÉSILETS.

Édifce Brassard Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-trois octobre 1951, constituant en corporation: Benjamin Brassard, gérant, Marie-Paule Plourde Brassard épouse séparée de biens de Benjamin Brassard, tous deux d'Arvida, et Joseph Brassard, industriel, d'Hébertville Station, tous du district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Édifce Brassard Incorporée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582-o L. DÉSILETS.

Edinburg Apartments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit octobre 1951, constituant en corporation: Dr Philip Joseph, administrateur, de Westmount, Joyce Hogg, réceptionniste, et June Kirlin,

"Dominion Silica Corporation Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of \$4,000,000 divided into 3,000,000 preferred shares of the value of \$1 each and 1,000,000 common shares of the par value of \$1 each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582-o Deputy Attorney General.

Dubord & Frère Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-second day of October, 1951, incorporating: Lucien Dubord, Paul-Émile Dubord, contractors, and John Michael Schlesinger, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and constructors, under the name of "Dubord & Frère Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582-o Deputy Attorney General.

Édifce Brassard Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-third day of October, 1951, incorporating: Benjamin Brassard, manager, Marie-Paule Brassard, wife separate as to property of Benjamin Brassard, both of Arvida, and Joseph Brassard, industrialist, of Hébertville Station, all of the judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company under the name of "Édifce Brassard Incorporée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582 Deputy Attorney General.

Edinburg Apartments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1951, incorporating: Dr. Philip Joseph, executive, of Westmount, Joyce Hogg, receptionist, and June Kirlin, secretary, both of

secrétaire, toutes deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeuble, sous le nom de "Edingburg Apartments Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582 L. DÉSILETS.

E. E. Tremblay Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du vingt-deux octobre 1951, constituant en corporation: Madame Berthe Tremblay, veuve, Gaston Tremblay, gérant de la cité de Québec, et Gérard Bilodeau, contremaître, de Ste-Anne-de-Beaupré, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie, et le commerce de portes, chassis, meubles ou ameublement de tous genres, matériaux de construction, sous le nom de "E. E. Tremblay Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582-o L. DÉSILETS.

Empire Electric Supply Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize octobre 1951, constituant en corporation: Abe Backman, Morris Backman et Hyman Shugar, marchands, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et négociants d'accessoires et appliqués électriques et accessoires de moulin, sous le nom de "Empire Electric Supply Company", avec un capital de \$90,000 divisé en 900 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582 L. DÉSILETS.

E. Pilon Sport Shop Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du treize octobre 1951, constituant en corporation: Joseph Leznoff, comptable, Bella Segal, secrétaire, Harry Melville Budyk, avocat, et Frank Pretula, gérant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter et vendre des articles concernant les sports, sous le nom de "E. Pilon

the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Edingburg Apartments Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 preferred shares of par value of \$100 each, and 100 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582-o Deputy Attorney General.

E. E. Tremblay Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the twenty-second day of October, 1951, incorporating: Madame Berthe Tremblay, widow, Gaston Tremblay, manager, of the city of Quebec, and Gérard Bilodeau, foreman, of Ste-Anne-de-Beaupré, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in doors, window-sashes, furniture or furnishings of all kinds, building materials, under the name of "E. E. Tremblay Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the Office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582 Deputy Attorney General.

Empire Electric Supply Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1951, incorporating: Abe Backman, Morris Backman and Hyman Shugar, merchants, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and traders of electric supplies and fixtures, and mill supplies, under the name of "Empire Electric Supply Company", with a capital stock of \$90,000, divided into 900 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixteenth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582-o Deputy Attorney General.

E. Pilon Sport Shop Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the thirteenth day of October, 1951, incorporating: Joseph Leznoff, accountant, Bella Segal, secretary, Harry Melville Budyk, advocate and Frank Pretula, manager, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy and sell articles pertaining to sports, under the name of "E. Pilon Sport

Sport Shop Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582 L. DÉSILETS.

**Eugène Allard & Fils, Inc.
Eugène Allard & Son Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1951, constituant en corporation: Eugène Allard, commerçant, Charles-Eugène Allard, comptable, et Dame Elisabeth Fauché Allard, ménagère, épouse séparée de biens de Eugène Allard, tous de Jonquière, district de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchand de papier et carton, bonbons et biscuits, sous le nom de "Eugène Allard & Fils, Inc." — Eugène Allard & Son Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582-0 L. DÉSILETS.

Foamolote Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du onze octobre 1951, constituant en corporation: Joseph Cohen, avocat et Conseil en Loi du Roi, Ezra Leithman, avocat et Dorothy Singer, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands de marchandises de acoutchouc et tissus textiles, sous le nom de "Foamolote Products Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582 L. DÉSILETS.

Geo. Gaudet Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date, du vingt-trois octobre 1951, constituant en corporation: Georges Gaudet, plombier, Paul Gaudet, comptable, et Simone Demers, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Shop Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirteenth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582-0 Deputy Attorney General

**Eugène Allard & Fils, Inc.
Eugène Allard & Son Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-third day of October, 1951, incorporating: Eugène Allard, merchant, Charles Eugène Allard, accountant, and Dame Elisabeth Fauché Allard, housewife, wife separate as to property of Eugène Allard, all of Jonquière, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as dealer in paper and carton, candies and biscuits, under the name of "Eugène Allard & Fils, Inc." — "Eugène Allard & Son Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582 Deputy Attorney General.

Foamolote Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of October, 1951, incorporating: Joseph Cohen, advocate and King's Counsel, Ezra Leithman, advocate, and Dorothy Singer, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers in rubber goods and textiles fabrics, under the name of "Foamolote Products Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 100 common shares of \$100 each, and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582-0 Deputy Attorney General.

Geo. Gaudet Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty third day of October, 1951, incorporating: Georges Gaudet, plumber, Paul Gaudet, accountant, and Simone Demers, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Agir comme entrepreneurs généraux en plomberie, sous le nom de "Geo. Gaudet Inc.", avec un capital de \$5,000. divisé en 50 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582-o L. DÉSILETS.

Globe Securities Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt octobre 1951, constituant en corporation: Alec Phelps Grigg, de Westmount, Charles Ambrose Lane Hibbard, de la cité de Montréal, tous deux avocats et conseils en loi du Roi et Laurence George MacGregor, avocat, de la ville de Montréal-Ouest, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger des affaires comme négociants d'actions et obligations, sous le nom de "Globe Securities Corporation Ltd."

Le capital de la compagnie est divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et en 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$19,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582 L. DÉSILETS.

Hallé Automobiles Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1951, constituant en corporation: Henri Beaupré, avocat, Marguerite Proulx et Françoise Gosselin, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des garages et faire le commerce d'automobiles, sous le nom de "Hallé Automobiles Limitée", avec un capital de \$100,000 divisé en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune et en 7,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière Portneuf, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général le quinze octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582-o L. DÉSILETS.

Holiday Sportswear Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit octobre 1951, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et Conseil en Loi du Roi, Borris Garmaise, avocat et Jean McFarlane, dactylographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

To act as general plumbing contractors, under the name of "Geo. Gaudet Inc.", with a capital stock of \$5,000, divided into 50 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582 Deputy Attorney General.

Globe Securities Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twentieth day of October, 1951, incorporating: Alec Phelps Grigg, of Westmount, Charles Ambrose Lane Hibbard, of the City of Montreal, both advocates, and King's Counsel, and Laurence George MacGregor, advocate, of the Town of Montreal West, all in the Judicial District of Montreal, for the the following purposes:

To carry on the business of stock and bond dealers, under the name of "Globe Securities Corporation Ltd."

The capital stock of the company is divided into 2,000 common shares having no nominal or par value, and into 9,000 preferred shares of the par value of \$10. each and the amount with which the company will commence its operations will be \$19,000.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582-o Deputy Attorney General.

Hallé Automobiles Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1951, incorporating: Henri Beaupré, advocate, Marguerite Proulx and Françoise Gosselin, secretaries, all of the city and judicial district of Québec, for the following purposes:

To operate garages and deal in automobiles, under the name of "Hallé Automobiles Limitée", with a capital stock of \$100,000 divided into 3,000 preferred shares of \$10 each, and 7,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Rivière Portneuf judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October 1951.

L. DÉSILETS,
31582 Deputy Attorney General.

Holiday Sportswear Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1951, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, Boris Garmaise, advocate, and Jean McFarlane, typist, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer et faire le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de "Holiday Sportswear Corp.", avec un capital de \$20,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582 L. DÉSILETS.

Home Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du dix-huit octobre 1951, constituant en corporation: Paul-H. Lévesque, avocat, de Ville Mont-Royal, Élisabeth Trottier, sténographe, d'Outremont, et Alcide Grenon, comptable, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et celui d'entreposeurs et d'arrimeurs, sous le nom de "Home Realty Corp". avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582-o L. DÉSILETS.

Institute of Radio and Television Arts Ltd. Institut en Radiophonie et Télévision Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-neuf octobre 1951, constituant en corporation: David Goodman, Jack Lightstone, avocats et Yvonne Bélanger, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Poursuivre et entreprendre l'enseignement de l'art dramatique et la technique à la radio et à la télévision, sous le nom de "Institute of Radio and Television Arts Ltd."—"Institut en Radiophonie et Télévision Ltée".

Le montant du capital de la compagnie sera de 500 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$3,000.

Le siège social de la compagnie sera à 3405 Chemin de la Côte des Neiges, cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582 L. DÉSILETS.

Jack Starr Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRiche-

To manufacture and deal in wearing apparel, under the name of "Holiday Sportswear Corp.", with a capital stock of \$20,000 divided into 100 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General eighteenth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582-o Deputy Attorney General.

Home Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date of the eighteenth day of October, 1951, incorporating: Paul H. Levesque, lawyer, of the Town of Mount Royal, Elisabeth Trottier, stenographer, of Outremont, and Alcide Grenon, accountant, of the City of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, company and that of warehousemen, and stevedores, under the name of "Home Realty Corp", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1951.

L. DÉSILETS
31582 Deputy Attorney General.

Institute of Radio and Television Arts Ltd. Institut en Radiophonie et Télévision Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the nineteenth day of October, 1951, incorporating: David Goodman, Jack Lightstone, advocates, and Yvonne Bélanger, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on and engage in the instruction in radio and television acting, and technique, under the name of "Institute of Radio and Television Arts Ltd."—"Institut en Radiophonie et Télévision Ltée".

The amount of the capital stock of the company is to be 500 common shares without nominal or par value, and into 100 preferred shares of the par value of \$50. each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$3,000.

The head office of the Company will be at 3405 Cote des Neiges, Road, City and Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this nineteenth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582-o Deputy Attorney General.

Jack Starr Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C.

lière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-deux octobre 1951, constituant en corporation: Jack Starr, manufacturier, Louis Abraham DeZwirek, avocat et Conseil en Loi du Roi, tous deux de la cité de Montréal, Samuel Léon Mendelsohn, avocat et Conseil en Loi du Roi, de la cité de Westmount et Bertha Mendelson, secrétaire, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands d'articles vestimentaires sous le nom de "Jack Starr Inc.", avec un capital de \$100,000 divisé en 700 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31582

L. DÉSILETS.

J. C. Bédard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-trois octobre 1951, constituant en corporation: Maurice Dubois, comptable, Huguette Tardif Dubois, épouse séparée de biens de Maurice Dubois et dûment autorisée par ce dernier, tous deux de Sillery, et Jean-Claude Bédard, voyageur de commerce, de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de tous véhicules-automobiles, leurs accessoires et tous accessoires électriques, sous le nom de "J. C. Bédard Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3, rue Mazenod, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31582-o

L. DÉSILETS.

Jos. H. Blanchet & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1951, constituant en corporation: Joseph-H. Blanchet, marchand de bois, Roger Blanchet, étudiant, et Léonard Duval, électricien, tous trois de Saint-Pamphile district judiciaire de Montmagny, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bois, sous le nom de "Jos H. Blanchet & Fils Ltée", avec un capital de \$200,000 divisé en 1250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Pamphile, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31582-o

L. DÉSILETS.

LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of October, 1951, incorporating: Jack Starr, manufacturer, Louis Abraham DeZwirek, advocate and King's Counsel, both of the City of Montreal, Samuel Leon Mendelsohn, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, and Bertha Mendelson, secretary, of the City of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers in wearing apparel, under the name of "Jack Starr Inc.", with a capital stock of \$100,000 divided into 700 preferred shares of a par value of \$100 each and 300 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-second day of October, 1951.

L. DÉSILETS.

31582-o

Deputy Attorney General.

J. C. Bédard Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1951, bearing date the twenty-third of October, 1951, incorporating: Maurice Dubois, accountant, Huguette Tardif Dubois, wife separate as to property of Maurice Dubois, and authorized by the latter, both of Sillery, and Jean-Claude Bédard, commercial traveler, of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and carry on the business of all motor vehicles, their accessories and all electrical appliances under the name of "J. C. Bédard", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 3, Mazenod Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the Office of the Attorney General this twenty-third day of October, 1951.

L. DÉSILETS,

31582

Deputy Attorney General.

Jos. H. Blanchet & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date twenty-third day of October, 1951, incorporating: Joseph H. Blanchet, lumber merchant, Roger Blanchet, student, and Léonard Duval, electrician, all three of Saint-Pamphile, judicial district of Montmagny for the following purposes:

To carry on the lumber business, under the name of "Jos.-H. Blanchet & Fils Ltée", with a capital stock of \$200,000, divided into 1,250 common shares of \$100 each, and 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Pamphile, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1951.

L. DÉSILETS,

31582

Deputy Attorney General.

Julius Dizgun Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes en date du douze octobre 1951, constituant en corporation: Nathan A. Levitsky, avocat Rose Markis et Hattie Herman, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce de vêtement, habillement, plastiques ou toutes autres matières utilisées dans la production d'articles vestimentaires, sous le nom de "Julius Dizgun Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582 L. DÉSILETS.

L'Amicale des Professeurs Français du Canada

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Marie Nadeau, André Nadeau et Joseph Vallières, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Défendre les intérêts moraux, professionnels et familiaux des membres de l'Amicale, sous le nom de "L'Amicale des Professeurs Français du Canada".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers, ou les revenus en provenant, que pourra acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à 780, Boulevard Dollard, Collège Stanislas, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582-o L. DÉSILETS.

**Les Immeubles Tanguay Ltée
Tanguay Realities Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-huit octobre 1951, constituant en corporation: Georges Tanguay, Paul Tanguay, courtiers en assurances, de Montréal, et Maurice Tanguay, courtier en assurance, de Bassin Chambly, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Les Immeubles Tanguay Ltée"—"Tanguay Realities Ltd.", avec un capital de \$5,000 divisé en 50 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Julius Dizgun Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twelfth day of October, 1951, incorporating: Nathan A. Levitsky, advocate, Rose Markis, and Hattie Herman, secretaries, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, trade in cloth, clothing, plastics or any other materials used in the production of wearing apparel, under the name of "Julius Dizgun Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100, each, and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582-o Deputy Attorney General.

L'Amicale des Professeurs Français du Canada

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: Jean Marie Nadeau, André Nadeau and Joseph Vallières, advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To defend the moral, professional and family interests of the members of the "Amicale, under the name of "L'Amicale des Professeurs Français du Canada".

The amount to which the immovable property or the revenue derived therefrom which the corporation may acquire and hold, is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at 780 Boulevard Dollard, Collège Stanislas, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582 Deputy Attorney General.

**Les Immeubles Tanguay Ltée
Tanguay Realities Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of October, 1951, incorporating: Georges Tanguay, Paul Tanguay, insurance brokers, of Montreal, and Maurice Tanguay, insurance broker, of Chambly Basin, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Les Immeubles Tanguay Ltée"—"Tanguay Realities Ltd.", with a capital stock of \$5,000, divided into 50 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582-o L. DÉSILETS.

Les Produits Alimentaires La Rose Limitée
La Rose Food Products Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-six septembre 1951, constituant en corporation: Roland Guay, comptable, de la cité de Saint-Jean, Estelle Chaput, secrétaire, et Maurice J. Demers, avocat, tous deux de la ville d'Iberville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits alimentaires, sous le nom de "Les Produits Alimentaires La Rose Limitée" — "La Rose Food Products Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie est divisé en 500 actions sans valeur au pair ou nominale, et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$4,500.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582-o L. DÉSILETS.

Les Réparations Simard Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-deux octobre 1951, constituant en corporation: Athanase Simard, industriel, J.-Georges Gauthier, mécanicien, et Roland-W. Michaud, comptable, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme garagistes, sous le nom de "Les Réparations Simard Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582-o L. DÉSILETS.

Les Services Mercantiles Ltée
The Mercantile Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinq octobre 1951, constituant en corporation: Paul Bélanger, gérant d'affaires, Fernand Sirois, comptable agréé, L.-Philippe Bouchard, avocat, tous trois de la cité de Québec, et Gérard Renaud, comptable agréé de Loretteville, tous du district judiciaire Québec, pour les objets suivants:

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582 Deputy Attorney General.

Les Produits Alimentaires La Rose Limitée
La Rose Food Products Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-sixth day of September, 1951, incorporating: Roland Guay, accountant, of the city of Saint John's Estelle Chaput, secretary, and Maurice J. Demers, advocate, both of the Town of Iberville, judicial district of Iberville, for the following purposes:

To deal in food products under the name of "Les produits Alimentaires La Rose Limitée" — "La Rose Food Products Limited".

The amount of the capital stock of the company is divided into 500 shares without par or nominal value, and into 2,000 preferred shares of \$10 each, and the amount with which the company will commence its operations is \$4,500.

The head office of the company will be at Saint John's judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31582 Deputy Attorney General.

Les Réparations Simard Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of October, 1951, incorporating: Athanase Simard, industrialist, J. Georges Gauthier, mechanic, and Roland W. Michaud, accountant, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To act as garage-keeper under the name of "Les Réparations Simard Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582 Deputy Attorney General.

Les Services Mercantiles Ltée
The Mercantile Services Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fifth of October, 1951, incorporating: Paul Bélanger, business manager, Fernand Sirois, chartered accountant, L. Philippe Bouchard, lawyer, all three of the city of Quebec, and Gérard Renaud, chartered accountant, of Loretteville, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

Établir et fournir des services d'administration, sous le nom de "Les Services Mercantile Ltée"—"The Mercantile Services Ltd.", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31582-o

Matex Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-huit octobre 1951, constituant en corporation: Michele Cohen, ménagère, épouse séparée de biens de Ralph Cohen, Abe Cohen, commis et Sureka Wasserman, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeuble, sous le nom de "Matex Realities Inc.", avec un capital de \$21,000 divisé en 180 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 30 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31582

L. DÉSILETS.

Michel Ouellet & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1951, constituant en corporation: Michel Ouellet, Charles-Eugène Ouellet, industriels, Benoît Ouellet, mécanicien, et Jeannette O. Landry, comptable, tous de Saint-Joseph, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Exercer sous toutes formes une industrie de bois de charpente, de construction, de pulpe et se livrer à des opérations de coupe de bois, sous le nom de "Michel Ouellet & Fils Limitée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Joseph, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31582-o

L. DÉSILETS.

Milbank Securities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes, en date du treize octobre 1951, constituant en corporation: Lovell Caverhill Carroll, Conseil en Loi du Roi de ville Mont-Royal, Jean-Paul Cardinal, Gaston

Establish and supply administration services, under the name of "Les Services Mercantiles Ltée"—"The Mercantiles Services, Ltd.", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,

31582

Deputy Attorney General.

Matex Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, date the eighteenth day of October, 1951, incorporating: Michele Cohen housewife, wife separate as to property from Ralph Cohen, Abe Cohen, clerk, and Sureka Wasserman, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Matex Realities Inc.", with a capital stock of \$21,000. divided into 180 preferred shares of a par value of \$100. each, and 30 common shares of par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,

31582-o

Deputy Attorney General.

Michel Ouellet & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of October, 1951, incorporating: Michel Ouellet, Charles-Eugène Ouellet, industrialists, Benoît Ouellet, mechanic, and Jeannette O. Landry, accountant, all of Saint-Joseph, judicial district of Hamouraska, for the following purposes:

To carry on in all its lines, a lumber, timber and pulpwood business, and to engage in wood-cutting operations under the name of "Michel Ouellet & Fils Limitée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Joseph, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1951.

L. DÉSILETS,

31582

Deputy Attorney General.

Milbank Securities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirteenth day of October, 1951, incorporating: Lovell Caverhill Carroll, King's Counsel, of the Town of Mount Royal, Jean-Paul Cardinal, Gaston Massie,

Massie, avocats, Thérèse Boissy et Gisèle Laurin, secrétaires, tous quatre de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal.

Exercer le commerce d'une compagnie de placement et d'immeuble, sous le nom de "Milbank Securities Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le treize octobre 1951.

L'Assistant-procureur général.

31582

L. DÉSILETS.

Moon Signs Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date, du douze octobre 1951, constituant en corporation: Gérard Cloutier, vendeur, Marcel Cloutier, dessinateur, et Roland-A. Diamond, notaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fabrique, installer, vendre, louer des enseignes commerciales, sous le nom de "Moon Signs Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune, et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze octobre, 1951.

L'Assistant-procureur général,

31582-o

L. DÉSILETS.

Persilliers Development Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf octobre 1951, constituant incorporation: Max Crestohl, avocat, Abraham H. Crestohl, gérant, tous deux de la cité d'Outremont, Joseph Kaplan, étudiant en Loi, et Doris Mann, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et négocier une certaine propriété immobilière, sous le nom de "Persilliers Development Company", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31582

L. DÉSILETS.

Philip Furniture Frame Mfg. Co., Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt octobre 1951, constituant en corporation: Stanley Philip Frank Philip, et Joseph Philip, tous ébénistes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

advocates, Thérèse Boissy and Gisèle Laurin, secretaries, all four of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and real estate company, under the name of "Milbank Securities Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirteenth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,

31582-o

Deputy Attorney General.

Moon Signs Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date of the twelfth of October, 1951, incorporating: Gérard Cloutier, salesman, Marcel Cloutier, designer, and Roland A. Diamond, notary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To make, install, sell and lease commercial signs, under the name of "Moon Signs Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each, and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General the twelfth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,

31582

Deputy Attorney General.

Persilliers Development Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1951, incorporating: Max Crestohl, advocate, Abraham H. Crestohl, manager, both of the City of Outremont, Joseph Kaplan, law student, and Doris Mann, secretary, both of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To acquire and deal with a certain immoveable property, under the name of "Persilliers Development Company", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this nineteenth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,

31582-o

Deputy Attorney General.

Philip Furniture Frame Mfg. Co., Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of October, 1951, incorporating: Stanley Philip, Frank Philip and Joseph Philip, all cabinet makers, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Acheter et faire le commerce de meubles, d'accessoires en bois, nouveautés et jouets et rembourer les ameublements de maison, sous le nom de "Philip Furniture Frame Mfg. Co., Ltd.", avec un capital de \$25,000 divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582 L. DÉSILETS.

Philmar Associates Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRochelle, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-huit octobre 1951, constituant en corporation: Joseph Laroche, vendeur, Reynald Philippon, comptable, et Arthur Martel, avocat, tous de Marieville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

La vente et la distribution de vaisselle et de coutellerie, sous le nom de "Philmar Associates Limited", avec un capital de \$10,000 divisé en 1000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Marieville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582-o L. DÉSILETS.

**Princess Gold Metal Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf septembre 1951, constituant en corporation: J.-Ernest Paquin, homme d'affaires, Edmond Morneau, entrepreneur-peintre, et Gaston Gauthier, gérant, tous de Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherche pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fonder, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Princess Gold Metal Limited" (No Personal Liability), avec un capital de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au-delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions;

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582-o L. DÉSILETS.

Regent Jewellers Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

To buy and deal in furniture, wooden accessories, novelties and toys; and to upholster household furniture, under the name of "Philip Furniture Frame Mfg. Co., Ltd", with a capital stock of \$25,000 divided into 250 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582-o Deputy Attorney General.

Philmar Associates Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRochelle, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q., 1941, bearing date the eighteenth of October, 1951, incorporating: Joseph Laroche, salesman, Reynald Philippon, accountant, and Arthur Martel, advocate, all of Marieville, judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

The sale and distribution of china and cutlery, under the name of "Philmar Associates Limited", with a capital of \$10,000 divided into 1000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Marieville, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General the eighteenth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582 Deputy Attorney General.

**Princess Gold Metal Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of September, 1951, incorporating: J. Ernest Paquin, business man, Edmond Morneau, painting contractor, and Gaston Gauthier, manager, all of Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals:

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purposes of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Princess Gold Metal Limited", (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,000,000 divided into 3,000,000 shares of \$1.00 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for their shares.

The head office of the Company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31582 Deputy Attorney General.

Regent Jewellers Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt octobre 1951, constituant en corporation: George Sinclair, Alexandre Kindler, marchands et Sureka Wasserman, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bijoutiers, orfèvres et joailliers, sous le nom de "Regent Jewellers Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582 L. DÉSILETS.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twentieth day of October, 1951, incorporating: Georges Sinclair, Alexandre Kindler, merchants, and Sureka Wasserman, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of jewellers and gold and silver smiths, under the name of "Regent Jewellers Limited", with a capital stock of \$20,000 divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582-o Deputy Attorney General.

S. D. Lonn Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-huit octobre 1951, constituant en corporation: Jack Rudner, Paul Gélinas, avocats, et Celia Cohen, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer et faire le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de "S. D. Lonn Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582 L. DÉSILETS.

S. D. Lonn Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of October, 1951, incorporating: Jack Rudner, Paul Gélinas, advocates, and Celia Cohen, secretary all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and dealing in wearing apparel, under the name of "S. D. Lonn Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 100 preferred shares having a par value of \$100 each and 300 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582-o Deputy Attorney General.

St Romuald Milling in Transit Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-huit octobre 1951, constituant en corporation: Philippe Fillion, ingénieur de Saint-Romuald, Marcel Lacroix, comptable et Françoise Turgeon, secrétaire, des deux derniers de Lévis, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Construire ériger, acheter, louer, ou autrement acquérir et exploiter un ou des moulins à scier et à préparer le bois de commerce de tous les genres, sous le nom de "St Romuald Milling in Transit Ltd.", avec un capital de \$5,000 divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera sur la rue Saint-Robert, Saint-Romuald, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582-o L. DÉSILETS.

St Romuald Milling in Transit Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of October, 1951, incorporating: Philippe Fillion, engineer, of Saint-Romuald, Marcel Lacroix, accountant, and Françoise Turgeon, secretary, these two latter of Lévis, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To build, erect, buy lease or otherwise acquire and operate one or more saw-mills and mills for dressing timber of all kinds, under the name of "St Romuald Milling in Transit Ltd.", with a capital stock of \$5,000 divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be on Saint-Robert street, Saint-Romuald, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582 Deputy Attorney General.

Terrebonne Titanium Co. Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du neuf août 1951, constituant en corporation: William Chartier, bourgeois, Richard Chartier, prospecteur, et Édouard Comellas, photographe, tous de Ste-Marguerite-du-lac-Masson, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les rochers ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelques procédés que ce soit; les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Terrebonne Titanium Co. Ltd.", (No Personal Liability), avec un capital de \$4,000,000 divisé en 4,000,000 d'actions de \$1. chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Marguerite-du-lac Masson, district judiciaire de Terrebonne:

Daté du bureau du Procureur général le neuf août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582-o L. DÉSILETS.

Terrebonne Titanium Co. Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the ninth day of August, 1951, incorporating: William Chartier, bourgeois, Richard Chartier, prospector, and Edouard Comellas, photographer, all of Ste-Marguerite-du-Lac Masson, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Terrebonne Titanium Co. Ltd." (No Personal Liability), with a capital stock of \$4,000,000 divided into 4,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders will incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares.

The head office of the Company will be at Ste-Marguerite-du-Lac Masson, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31582 Deputy Attorney General.

The Freez-O-Mat Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juillet 1951, constituant en corporation: J.-Émile Lemire, gérant de production, Maurice-T. Custeau, gérant, et Marcel Lafond, employé de bureau, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits en bois et en métal, sous le nom de "The Freez-O-Mat Company Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept juillet 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582-o L. DÉSILETS.

The Freez-O-Mat Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of July, 1951, incorporating: J. Emile Lemire, production manager, Maurice T. Custeau, manager, and Marcel Lafond, office employee, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wood and metal products, under the name of "The Freez-O-Mat Company Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of July, 1951.

L. DÉSILETS,
31582 Deputy Attorney General.

Tri-Tor Oils Ltd.
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du douze octobre 1951, constituant en corporation: John Bumbray, Conseil en Loi du Roi, Lovell Caverhill Carroll, Conseil en Loi du Roi, de ville Mont-Royal, Gaston Massie, Marcel Lajeunesse, Jean-Paul Cardinal, avocats, Thérèse Boissy, Gisèle Laurin, secrétaires, Alcide Grenon, teneur de livres, et André Lajeunesse, homme d'affaires,

Tri-Tor Oils Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., bearing date the twelfth day of October, 1951, incorporating: John Bumbray, King's Counsel, Lovell Caverhill Carroll, King's Counsel, of the Town of Mount-Royal, Gaston Massie, Marcel Lajeunesse, Jean-Paul Cardinal, advocates, Thérèse Boissy, Gisèle Laurin, secretaries, Alcide Grenon, bookkeeper, and André Laje-

tous les sept de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer, au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques: donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Tri-Tor Oils Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,500,000 divisé en 3,500,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourent aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582 L. DÉSILETS.

nessé, business man, all seven of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purposes of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed, or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Tri-Tor Oils Ltd." (No Personal Liability), with a capital of \$3,500,000 divided into 3,500,000 shares of \$1 each.

The shareholders incur no personal responsibility in excess of the amount of the price or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582-0 Deputy Attorney General.

Trois Pistoles Lumber & Trading Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province des lettres patentes en date du treize août 1951, constituant en corporation: William Morin, C.R., André Verge, avocats, Fleurette Dussault, secrétaire, tous des cités et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du bois sous toutes ses formes, sous le nom de "Trois Pistoles Lumber & Trading Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Trois-Pistoles, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général le treize août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582-0 L. DÉSILETS.

Trois Pistoles Lumber & Trading Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of August, 1951, incorporating: William Morin, K.C., André Verge, advocates, Fleurette Dussault, secretary, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the lumber trade and business in all its lines, under the name of "Trois Pistoles Lumber & Trading Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Pistoles, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31582 Deputy Attorney General.

Victoria Copper Zinc Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinq octobre 1951, constituant en corporation John Austin Murphy, C.R. Clovis Dagenais, Edward O'Toole, avocats, de la cité de Montréal, Pierre Décairy, avocat, de Lachine et Philip M. Malouf, ingénieur minier, de Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Victoria Copper Zinc Mines Limited" (Libre de

Victoria Copper Zinc Mines Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fifth day of October, 1951, incorporating: John Austin Murphy, K.C., Clovis Dagenais, Edward O'Toole, barristers, of the City of Montreal, Pierre Décairy, barrister, of Lachine, and Philip M. Malouf, mining engineer of Mount-Royal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purposes of extracting any minerals, whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Victoria Copper Zinc Mines Limited" (No Personal Liability), with a capital

responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582 L. DÉSILETS.

Villebon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du six octobre 1951, constituant en corporation: Émé. Lacroix, C.R., avocat, Ville Mont-Royal, Lucien Thouin, avocat, et Paula Boisvert, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de la mercerie, épicerie, boucherie, quincaillerie, sous le nom de "Villebon Inc.", avec un capital de \$300,000 divisé en 2,700 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Belœil, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général le six octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582-o L. DÉSILETS.

Wexford Investment Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1951, constituant en corporation: Camille L. de Martigny, avocat, et conseil en loi du Roi, Benoit Marchessault, avocat, et Madeleine Campeau, secrétaire, tous de Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de portefeuille et de placements de valeurs mobilières, sous le nom de "Wexford Investment Company Limited", avec un capital de \$3,000 divisé en 300 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Marguerite du Lac Masson, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582-o L. DÉSILETS.

Wm. H. Muller & Co. (Canada) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-deux octobre 1951, constituant en corpora-

stock of \$3,000,000, divided into 3,000,000 shares of \$1. each.

The shareholders shall incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares;

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582-o Deputy Attorney General.

Villebon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixth day of October, 1951, incorporating Emé Lacroix, K.C., advocate, town of Mount Royal, Lucien Thouin, advocate, and Paula, stenographer, both of Boisvert the City of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in haberdashery and groceries, and carry on the butcher and hardware business under the name of "Villebon Inc.", with a capital stock of \$300,000 divided into 2,700 preferred shares of a par value of \$100 each, and into 3,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Belœil, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582 Deputy Attorney General.

Wexford Investment Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of October, 1951, incorporating: Camille L. de Martigny, advocate and King's Counsel, Benoit Marchessault, advocate, and Madeleine Campeau, secretary, all of Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company for movable securities, under the name of "Wexford Investment Company Limited", with a capital stock of \$3,000 divided into 300 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Ste-Marguerite du Lac Masson, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582 Deputy Attorney General.

Wm. H. Muller & Co. (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of October, 1951, incorpo-

tion: Samuel David Rudenko, avocat et Conseil en Loi du Roi, Clarence Reuben Gross avocat et Sarah Miller, stenographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands de machinerie, outillage, produits alimentaires, articles vestimentaires, sous le nom de "Wm. H. Muller & Co. (Canada) Ltd.", avec un capital de \$30,000 divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582 L. DÉSILETS.

rating: Samuel David Rudenko, advocate and King's Counsel, Clarence Reuben Gross, advocate, and Sarah Miller, stenographer, all of the City and Judicial District of Montréal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers in machinery, equipment, food products, wearing apparel, under the name of "Wm. H. Muller & Co. (Canada) Ltd.", with a capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-second day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

A. D. McGibbon & Sons Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 10 novembre 1951, à la compagnie "A. D. McGibbon & Sons Limited", ratifiant son règlement spécial "D" diminuant son capital de \$145,000 à \$53,775 par l'annulation de 18, 245 actions privilégiées de \$5 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 10 novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582 L. DÉSILETS.

Beau-Monde Hosiery Mills Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 16 novembre 1951, à la compagnie "Beau-Monde Hosiery Mills Inc.", ratifiant son règlement N° 25, augmentant son capital de \$50,000 à \$100,000 par la création de 500 actions privilégiées additionnelles de \$100 chacune, sujettes aux droits et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582 L. DÉSILETS.

Canadian Arena Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 27 novembre 1951, à la compagnie "Canadian Arena Company", ratifiant son règlement spécial "A", augmentant son capital, divisé auparavant en 22,500 actions sans valeur nominale ou au pair par la création de 100,000 actions privilégiées de \$10 chacune, sujettes aux droits et restrictions énoncés au règlement, et déclarant que la compagnie continuera ses opérations avec la somme de \$212,500.

Daté du bureau du Procureur général, le 27 novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582 L. DÉSILETS,

Supplementary Letters Patent

A. D. McGibbon & Sons Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of November, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "A. D. McGibbon & Sons Limited", ratifying its Special By-law "D" reducing its capital stock from \$145,000 to \$53,775 by the cancellation of 18,245 preferred shares of \$5 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 10th day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31582-o Deputy Attorney General.

Beau-Monde Hosiery Mills Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of November, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Beau-Monde Hosiery Mills Inc.", ratifying its By-law No. 25 increasing its capital stock from \$50,000 to \$100,000, by the creation of 500 additional preferred shares of \$100 each, subject to the rights and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31582-o Deputy Attorney General.

Canadian Arena Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of November, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Canadian Arena Company", ratifying its Special By-law "A" increasing its capital stock, heretofore divided into 22,500 shares without nominal or par value, by the creation of 100,000 preferred shares of \$10 each, subject to the rights and restrictions indicated in the By-law, and declaring that the company will continue its operations with the sum of \$212,500.

Dated at the office of the Attorney General, this 27th day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31582-o Deputy Attorney General,

Casings (Sales) Limited)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 8 novembre 1951, à la compagnie "Casings (Sales) Limited", ratifiant son règlement spécial No B, augmentant le capital autorisé de la compagnie de \$49,000 à \$100,000 par la création de 400 actions ordinaires additionnelles de \$100 chacune et 110 actions privilégiées additionnelles de \$100 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges énoncés au règlement susdit.

Daté du bureau du Procureur général, le 8 novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582 L. DÉSILETS.

Casings (Sales) Limited)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of November, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Casings (Sales) Limited", ratifying its Special By-Law No. B increasing from \$49,000 to \$100,000 the authorized capital of such company, by the creation of 400 additional common shares of \$100 each and 110 additional preferred shares of \$100 each, comprising the rights, restrictions and privileges set forth in the aforesaid by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 8th day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31582-o Deputy Attorney General.

Electronic Entreprises Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt octobre 1951, à la compagnie "Electronic Entreprises Limited", ratifiant son règlement No 24: a) réduisant son capital de \$20,000 à \$4,000 par l'annulation de 160 actions ordinaires de \$100 chacune; b) augmentant ledit capital de \$4,000 à \$100,000 par la création de 960 actions privilégiées de \$100 chacune, comprenant les droits, restrictions et privilèges énoncés au susdit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 20 octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582 L. DÉSILETS.

Electronic Entreprises Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of October, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Electronic Entreprises Limited", ratifying its By-Law No. 24: a) reducing its capital stock from \$20,000 to \$4,000, by the cancellation of 160 common shares of \$100 each; b) increasing such capital stock from \$4,000 to \$100,000, by the creation of 960 preferred shares of \$100 each, comprising the rights, restrictions and privileges set forth in the aforesaid by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 20th day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31582-o Deputy Attorney General.

Girouard Limousines De Luxe Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi de Québec il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 20 novembre 1951, à la compagnie "Girouard Limousines de Luxe Inc.", ratifiant son règlement No 5: 1° réduisant son capital de \$20,000 à \$6,000, par l'annulation de 140 actions ordinaires de \$100 chacune 2° augmentant ledit capital de \$6,000 à \$90,000, par la création de 840 actions privilégiées de \$100 chacune, sujettes aux droits et restrictions mentionnés au susdit règlement.

Daté du bureau du Procureur général le 20 novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582 L. DÉSILETS.

Girouard Limousines De Luxe Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of November, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Girouard Limousines de Luxe Inc.", ratifying its By-Law No. 5: 1. reducing its capital stock from \$20,000 to \$6,000, by the cancellation of 140 common shares of \$100 each; 2. increasing said capital stock from \$6,000 to \$90,000, by the creation of 840 preferred shares of \$100 each, subject to the rights and restrictions mentioned in the aforesaid by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 20th day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31582-o Deputy Attorney General.

Greenshields & Co Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 16 novembre 1951, à la compagnie "Greenshields & Co Inc.", ratifiant son règlement No 32, a) diminuant son capital de \$50,000 à \$20,000 par l'annulation de 300 actions ordinaires de \$100 chacune; b) augmentant le capital autorisé de la compagnie de \$20,000 à \$458,000 par la création de 4380 actions privilégiées de \$100 chacune, sujettes aux droits et restrictions énoncés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582 L. DÉSILETS.

Greenshields & Co Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of November, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Greenshields & Co Inc", ratifying its By-law No. 32, a) reducing its capital from \$50,000 to \$20,000 by the cancellation of 300 common shares of \$100 each; b) increasing the authorized capital of the company from \$20,000 to \$458,000, by the creation of 4380 preferred shares of \$100 each, subject to the rights and restrictions indicated in such by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31582-o Deputy Attorney General.

J. Pottel & Sons Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 9 novembre 1951, à la compagnie "J. Pottel & Sons Inc.", ratifiant son règlement N° 24, augmentant son capital autorisé de \$98,000 à \$173,000 par la création de 3750 actions privilégiées de \$20 chacune, comportant les droits et restrictions énoncés au règlement susdit.

Daté du bureau du Procureur général, le 9 novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582 L. DÉSILETS.

J. Pottel & Sons Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of November, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "J. Pottel & Sons Inc.", ratifying its By-Law No. 24 increasing its authorized capital from \$98,000 to \$173,000, by the creation of 3750 preferred shares of \$20 each, comprising the rights and restrictions set forth in the aforesaid by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 9th day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31582-o Deputy Attorney General.

Kool Vent Awnings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 9 novembre 1951, à la compagnie "Kool Vent Awnings Ltd.", ratifiant son règlement N° C, augmentant son capital autorisé de \$100,000 à \$500,000 par la création de 650 actions ordinaires additionnelles et 3,350 actions privilégiées additionnelles de \$100 chacune, les dites actions privilégiées additionnelles comportant les mêmes droits, restrictions et privilèges tels que ceux autorisés antérieurement; b) augmentant le nombre des directeurs de la compagnie de trois à quatre, tel que décrété par le règlement N° B d'icelle.

Daté du bureau du Procureur général, le 9 novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582 L. DÉSILETS.

Kool Vent Awnings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of November, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Kool Vent Awnings Ltd.", a) ratifying its By-law No. C increasing its authorized capital from \$100,000 to \$500,000, by the creation of 650 additional common shares and 3,350 additional preferred shares, of \$100 each, the said additional preferred shares comprising the same rights, restrictions and privileges as those previously authorized; b) increasing the number of directors of the company from three to four, as enacted by By-law No. B. thereof.

Dated at the office of the Attorney General, this 9th day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31582-o Deputy Attorney General.

La Compagnie Dollard Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 novembre 1951, à "La Compagnie Dollard Limitée", ratifiant son règlement numéro 31 portant son capital-actions de \$800,000 à \$1,500,000, par la création de 700,000 actions privilégiées additionnelles de \$1 chacune, sujettes aux droits et restrictions indiqués audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 26 novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582-o L. DÉSILETS.

La Compagnie Dollard Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-sixth day of November, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Compagnie Dollard Limitée", ratifying its By-law No. 31 increasing its capital stock from \$800,000 to \$1,500,000 by the creation of 700,000 additional preferred shares of \$1 each, subject to the rights and restrictions enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31582 Deputy Attorney General.

McNulty, Brouillette Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 novembre 1951, à la compagnie "McNulty, Brouillette Limitée", ratifiant son règlement no 26 portant son capital-actions de \$20,000 à \$70,000, par la création de 500 actions privilégiées de \$100 chacune, sujettes aux droits et restrictions indiqués audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 19 novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582-o L. DÉSILETS.

McNulty, Brouillette Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the nineteenth day of November, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "McNulty Brouillette Limitée", ratifying its By-law No. 26 increasing its capital stock from \$20,000 to \$70,000 by the creation of 500 preferred shares of \$100 each, subject to the rights and restrictions enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31582 Deputy Attorney General.

Ouellet Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 novembre 1951, à la compagnie "Michel Ouellet & Fils Limitée", constituée en corporation par lettres patentes du 22 octobre 1951, changeant le nom de ladite compagnie en celui de "Ouellet Incorporée".

Daté du bureau du Procureur général, le 12 novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582-o L. DÉSILETS.

Racine Mfg. Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 8 novembre 1951, à la compagnie "Racine Mfg. Co. Ltd.", modifiant certaines dispositions des lettres patentes de ladite compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, le 8 novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582-o L. DÉSILETS.

School for Handicapped Children

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 13 novembre 1951, à la corporation "School for Handicapped Children", étendant les pouvoirs de ladite corporation en portant à \$75,000 la valeur des biens immobiliers que celle-ci est maintenant autorisée à posséder.

Daté du bureau du Procureur général, le 13 novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582-o L. DÉSILETS.

Teen Togs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 6 novembre 1951, à la compagnie "Teen Togs Inc.", ratifiant son règlement N° 26, augmentant son capital autorisé de \$20,000 à \$60,000 par la création de 100 actions ordinaires additionnelles de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges au règlement mentionné ci-dessus.

Daté du bureau du Procureur général, le 6 novembre 1951.

31582 L. DÉSILETS.

Universal Manufacturing Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 8 novembre 1951, à la compagnie "Universal Manufacturing Company Ltd.", ratifiant son règlement N° 23, aug-

Ouellet Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act: supplementary letters patent, bearing date the 12th day of November, 1951, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Michel Ouellet & Fils Limitée", incorporated by letters patent bearing date of October 22, 1951, changing the name of the said company to that of "Ouellet Incorporée".

Dated at the office of the Attorney General, this 12th day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31582 Deputy Attorney General.

Racine Mfg. Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the eighth day of November, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the "Racine Mfg Co. Ltd.", amending a certain provisions of the letters patent of the said company.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31582 Deputy Attorney General.

School for Handicapped Children

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the thirteenth day of November, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the corporation "School for handicapped children", extending the powers of the said corporation by increasing to \$75,000 the value of immoveable property the latter is now authorized to hold.

Dated at the office of the Attorney General, this 13th day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31582 Deputy Attorney General.

Teen Togs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of November, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Teen Togs Inc.", ratifying its By-law No. 26 increasing its authorized capital from \$20,000 to \$60,000, by the creation of 100 additional common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each, comprising the rights, restrictions and privileges set forth in the aforementioned by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31582-o Deputy Attorney General.

Universal Manufacturing Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of November, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Universal Manufacturing Company Ltd.", ratifying its By-law No. 23 increasing its

mentant son capital de \$20,000 à \$100,000 par la création de 550 actions ordinaires additionnelles de \$100 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune, comportant les droits et restrictions mentionnés au règlement susdit.

Daté du bureau du Procureur général, le 8 novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31582* L. DÉSILETS.

capital stock from \$20,000 à \$100,000, by the creation of 550 additional common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each, comprising the rights and restrictions mentioned in the aforesaid by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 8th day of November 1951.

L. DÉSILETS,
31582*o Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Corporation Municipale de St-David-de-Falardeau et les Commissaires d'Écoles de la Municipalité de St-David-de-Falardeau, dans le comté de Chicoutimi, s'adresseront, à la Législature de Québec à sa présente session, pour obtenir la passation d'une loi aux fins de ratifier et confirmer des résolutions relatives à l'évaluation de certaines propriétés imposables de Price Brothers & Company Limited, situées dans le territoire sous leur juridiction respective, et aussi aux fins de ratifier et confirmer les contrats passés entre les dites corporations municipales et scolaires et Price Brothers & Company Limited, à la suite de l'adoption des dites résolutions.

Chicoutimi, 12 novembre 1951.

Le Procureur des requérants,
31465-46-4-o LOUIS-RENÉ LAGACÉ.

AVIS

Avis est par les présentes donné que Messieurs Dominique Bolduc, de Ste-Marie, Beauce, P.Q., Laval Couture, de Thetford-Mines, P.Q., J.-Omer Roy, de Montréal, P.Q., Geo.-H. Brouillette, de Richmond, P.Q., A.-S. Bisson, de Montréal, P.Q., et Wellie Poirier, de Richmond, P.Q., et autres, tous horlogers-bijoutiers de la province de Québec, s'adresseront à la Législature de Québec à sa présente session pour obtenir l'incorporation de la loi: "Le Collège des Horlogers-Bijoutiers de la Province de Québec", avec tous les pouvoirs, droits et privilèges des corporations civiles ordinaires et spécialement tous les pouvoirs concernant l'administration, la conduite de ses affaires, et sur tous autres sujets connexes aux horlogers-bijoutiers.

Le Collège sera administré par les représentants de syndicats librement constitués d'horlogers-bijoutiers, de compagnons et d'apprentis engagés dans le métier. Le Collège aura le droit de faire des règlements concernant l'émission de certificats pour les compagnons et horlogers-bijoutiers, et les détenteurs de tels certificats pourront exercer le métier et porter le nom d'horloger-bijoutier.

Le siège social et principal sera situé dans la cité de Québec.

Le Collège pourra adopter tous autres règlements jugés nécessaires pour l'accomplissement de son objet.

Québec, le 13 novembre 1951.

Le Procureur des pétitionnaires,
31464-46-4-o UBALD DÉSILETS.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné, que dame Margaret Donohue, épouse de Roger Biron, de Montréal, et le dit Roger Biron tant personnellement que pour autoriser son épouse, s'adresse-

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of St-David-de-Falardeau and the School Commissioners of the Municipality of St-David-de-Falardeau, in the county of Chicoutimi, will apply to the Quebec Legislature during its present session, to obtain the passing of an Act for the purposes of ratifying and confirming resolutions relative to the valuation of certain taxable properties belonging to Price Brothers & Company Limited, situate in the territory under their respective jurisdiction, and also for the purpose of ratifying contracts passed between the said municipal and school corporations, and Price Brothers & Company, Limited, following the adoption of the said resolutions.

Chicoutimi, November 12, 1951.

LOUIS RENÉ LAGACÉ,
31465-46-4 Attorney for Petitioners.

NOTICE

Notice is hereby given that Messrs. Dominique Bolduc, of Ste-Marie, Beauce, P.Q., Laval Couture, of Thetford Mines, P.Q., J. Omer Roy, of Montreal, P.Q., Geo. H. Brouillette, of Richmond, P.Q., A. S. Bisson, of Montreal, P.Q., and Wellie Poirier, of Richmond, P.Q., and others, all clockmakers-jewellers of the Province of Québec, will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its present session, for the passing of an Act, incorporating: "Le Collège des Horlogers-Bijoutiers de la Province de Québec", with all the powers, rights and privileges of civil ordinary corporations and in particular all the powers concerning the administration and conduct of its affairs, and on all other matters connected with clockmakers and jewellers.

The "Collège" will be managed by representatives of freely incorporated syndicates of clockmakers-jewellers, journeymen and apprentices engaged in the trade. The "Collège" shall be entitled to make by-laws concerning the issue of certificates for the journeymen and clockmakers-jewellers, and the holders of such certificates may carry on the trade and bear the name of clockmaker-jeweller.

The head office and corporate seat will be in the City of Québec.

The "Collège" may adopt any other by-laws deemed necessary for the accomplishment of its purpose.

Québec, November 13, 1951.

UBALD DÉSILETS,
31464-46-4 Attorney for Petitioner.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Dame Margaret Donohue, wife of Roger Biron, of Montreal, and the said Roger Biron, personally as well as to authorize his wife, shall apply to the Legislature

ront à la Législature de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi autorisant le Royal Trust Company à payer à dame Roger Biron, à même la part de Roger Biron, dans la succession de feu Edouard Biron, notaire, les montants nécessaires pour pourvoir à l'éducation et à l'instruction des enfants mineurs du dit Roger Biron.

Québec, le 21 novembre 1951.
Le Procureur des pétitionnaires,
31532-47-4-o VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que André Mayer, de Montréal, province de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession de notaire.

Montréal, ce 20ème jour de novembre 1951.
Le Requéant,
31524-47-4-o ANDRÉ MAYER.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Chicoutimi s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session pour amender sa charte pour les fins de municipaliser l'électricité dans les limites de ladite cité, et obtenir tous les pouvoirs y compris celui d'expropriation nécessaire pour cet objet; et pour autre fins.

Chicoutimi, le 20 novembre 1951.
Le Procureur de la Requéante,
31557-48-4-o J.-C. GAGNÉ.

AVIS PUBLIC

CITÉ DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD

Avis est, par les présentes donné, par la cité de Salaberry-de-Valleyfield qu'elle demandera à la Législature Provinciale, à sa présente session, pour obtenir des amendements à sa charte et autres fins accessoires:

- 1° Imposer des taxes pour la construction d'égouts dans la cité et en fixer le coût;
- 2° Imposer des taxes pour la construction de trottoirs et pavés dans les rues de la cité et en fixer le coût;
- 3° Emprunter annuellement par règlement qui ne requiert aucune autre formalité que l'approbation du Ministre des Affaires Municipales et de la Commission Municipale de Québec, une somme n'excédant pas \$75,000 pour travaux urgents et dépenses urgentes;
- 4° Faciliter le calcul des loyers aux fins de taxation;
- 5° Réglementer le stationnement, les compteurs de stationnement et les terrains de stationnement;
- 6° Réglementer les procédures concernant les contraventions aux règlements municipaux relativement à la circulation, compteurs de stationnement et à la sécurité publique;
- 7° Fixer, par résolution, les jours et les heures lorsque les bureaux de la corporation de la cité seront ouverts et accessibles au public;
- 8° Fixer les conditions en vertu desquelles le chef de police peut-être destitué;
- 9° Fixer une indemnité pour les frais de représentation, en partie, du maire et échevins de la cité;

of the Province of Quebec, at its present session, to pray for the passing of a bill to authorize the Royal Trust Company to pay to Dame Roger Biron, out of the share of Roger Biron in the estate of the late Edouard Biron, notary, the sums necessary to provide for the education and instruction of the minor children of the said Roger Biron.

Quebec, November 21th, 1951.
VICTOR TRÉPANIÉ, K. C.,
31532-47-4-o Attorney for the petitioners.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that André Mayer, of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act authorizing the Board of Notaries of the Province of Quebec to admit him to the practice of the profession of notary.

Montreal, this 20th day of November, 1951.
ANDRÉ MAYER,
31524-47-4 Petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Chicoutimi will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session to amend its charter for the purpose of the municipalization of electricity within the limits of the said city and to obtain all powers including that of expropriation necessary for this purpose; and for other purposes.

Chicoutimi, November 20th, 1951.
J. C. GAGNÉ,
31557-48-4 Attorney for applicant.

PUBLIC NOTICE

CITY OF SALABERRY-DE-VALLEYFIELD

Notice is hereby given by the City of Salaberry-de-Valleyfield that it will apply to the Provincial Legislature, at its present session, for amendments to its charter, for the following and other accessory purposes:

1. To levy taxes for the construction of sewers in the City and to fix the costs of such;
2. To levy taxes for the construction of side walks and pavements in the streets of the City and to fix the cost of such;
3. To borrow annually by by-law which requires no other formality than the approval of the Minister of Municipal affairs and the Quebec Municipal Commission, an amount not exceeding \$75,000.00 for urgent works and urgent expenses;
4. To facilitate the calculation of rent for taxation purposes;
5. To regulate parking, parking meters and parking spaces;
- 6° To regulate proceedings concerning offences to the municipal by-laws relative to traffic parking meters and public security;
7. To fix by resolution the days and hours when the offices of the Corporation of the City will be opened and accessible to the public;
8. To fix the conditions under which the chief of police may be dismissed;
9. To fix an indemnity for costs of representation in part of the mayor and aldermen of the City;

10° Autoriser l'émission de permis aux propriétaires de taxis et autobus et réglementer tels permis;

11° Ordonner la fermeture de certains établissements commerciaux durant certaines heures

12° Réglementer, limiter ou interdire l'exploitation des restaurants, buffets et comptoirs, ambulants;

13° Et autres fins accessoires;

Salaberry-de-Valleyfield, le 14 novembre 1951.

Le Procureur de la pétitionnaire,

31558-48-4 ALBERT LEMIEUX, C.R.

10. To authorize emission of permits to taxi and autobus owners in the City and to regulate such permits;

11. To order the closing of certain commercial establishments during certain hours;

12. To regulate, limit or prohibit the operation of itinerant restaurants, buffets or counters.

13. An other accessory purposes;

Salaberry-de-Valleyfield, this 14th day of November 1951.

ALBERT LEMIEUX, K.C.,

31558-48-4-o Attorney for petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Fernand Grégoire, médecin de la cité de Montréal, Albert Doyon, économiste de Ville Mont-Royal, Marius Doye, ingénieur et Marcel Piché, avocat, Conseil en Loi du Roi, tous deux de la cité d'Outremont, Louis-Philippe Plamondon, industriel de la cité de Québec, s'adresseront à la législature de Québec à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi les constituant en corporation avec toutes autres personnes qui pourront dans l'avenir faire partie de la dite corporation sous le nom de "Centre Médical Claude Bernard Medical Centre", avec pouvoirs d'acquérir certains biens meubles et immeubles et d'établir, maintenir, administrer et développer un hôpital avec clinique de diagnostic pour patients ambulants et hospitalisés et un institut de recherches avec les services et œuvres connexes, et d'exercer en plus tous les droits et privilèges ordinaires des corporations civiles.

Montréal, le 27 novembre 1951.

Le Procureur des pétitionnaires,

31556-48-4-o MARCEL PICHÉ, C.R.

Notice is hereby given that Fernand Grégoire, doctor in medicine of the city of Montreal, Albert Doyon, economist of Town of Mount-Royal, Marius Doye, engineer and Marcel Piché, advocate, King's Counsel, both of the city of Outremont, and Louis-Philippe Plamondon industrialist of the city of Quebec, will make application to the legislature of Quebec at its present session, to propose the adoption of a Bill incorporating them and all other persons who may in the future become members of the said corporation, under the name of "Centre Médical Claude Bernard Medical Centre", with the right to acquire certain moveable and immoveable assets, and to establish, maintain, administer and develop an hospital with a diagnostic clinic for ambulatory and hospitalized patients and a research institute with the services and charities thereto pertaining, and to moreover exercise all the rights and ordinary privileges of civil corporations.

Montreal, this 27th day of November 1951.

MARCEL PICHÉ, K.C.,

31564-48-4-o Solicitor for the Petitioners.

PUBLIC NOTICE

AVIS

Avis est, par les présentes donné, que Leo Cappiello, de la ville de Huntingdon, district de Beauharnois, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, l'adoption d'une loi concernant l'émission d'un permis audit Leo Cappiello, par l'Institut des Comptables Agréés de Québec, le tout tel qu'approuvé par le Conseil de l'Institut des Comptables Agréés de Québec.

Huntingdon, 22 novembre 1951.

Le Requéant,

31569-48-4 LÉO CAPIELLO.

Notice is hereby given that Leo Cappiello, of the town of Huntingdon, district of Beauharnois, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act respecting the issue of a license to the said Leo Cappiello by The Institute of Chartered Accountants of Quebec, the whole as approved by the Council of The Institute of Chartered Accountants of Quebec.

Huntingdon, November 22nd, 1951.

LÉO CAPIELLO,

31569-48-4-o Petitioner.

NOTICE

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que "Les Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus", communauté religieuse constituée en corporation en vertu de la loi 9 Edouard VII, chapitre 139, s'adressera à la législature de Québec, à sa présente session, pour modifier son acte d'incorporation et obtenir de plus amples pouvoirs; et, en plus, lui permettre de posséder des biens sans restriction quant à leur étendue, nonobstant les dispositions de l'article 3 de la loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et gens de mainmorte (Statuts refondus, 1941, chapitre 283).

Sherbrooke, ce 7 novembre 1951.

Les Procureurs des pétitionnaires,

31601-49-4-o LEBLANC & DELORME.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that "Les Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus", religious Community incorporated by virtue of the law 9 Edouard VII, chapter 139, will apply to the Quebec Legislature, at the present session, to amend its act of incorporation and obtain greater powers, specially the right to hold immoveable property of any existent whatsoever notwithstanding the provisions of section 3 of the Mortmain Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 283).

Sherbrooke, November 7, 1951.

LEBLANC & DELORME,

31601-49-4-o Attorneys for the petitioners.

VILLE DE DOLBEAU

AVIS

Avis est par les présentes donné qu'une pétition pour l'introduction d'un bill privé sera présentée par la corporation de la ville de Dolbeau à la présente session de la Législature de la Province de Québec à l'effet que, nonobstant les dispositions de l'article 28 de la loi 17 George V, chapitre 87, sont ratifiées et validées à toutes fins que de droit les résolutions adoptées à l'unanimité le 14 novembre 1951 par la ville de Dolbeau et le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de ladite ville.

Donné à la cité de Montréal, ce 1er jour de décembre 1951.

CORPORATION DE LA VILLE DE DOLBEAU,
par les avocats,
31599-49-4-o DUQUET & MACKAY.

TOWN OF DOLBEAU

NOTICE

Notice is hereby given that a Petition for the introduction of a Private Bill will be presented by the Corporation of the Town of Dolbeau at the present session of the Legislature of the Province of Quebec, declaring that, notwithstanding the provisions of section 28 of the act 17 George V, chapter 87, are ratified and validated for all legal purposes the resolutions unanimously adopted on the 14th November, 1951, by the Town of Dolbeau and the Board of Roman Catholic School Commissioners of the said Town.

Given at the city of Montreal this 1st day of December, 1951.

THE CORPORATION OF THE TOWN OF DOLBEAU,
Per: DUQUET & MACKAY,
31599-49-4-o Attorneys.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Monsieur Jean Noel A. Thibert résidant à Montréal, district de Montréal, s'adressera à la présente session de la Législature de la Province de Québec en vue de l'adoption d'une loi permettant au Collège des Chirurgiens-Dentistes de la Province de Québec de l'admettre au nombre de ses membres après examen.

Le Procureur du requérant,
31600-49-4-o Me RONALD HALPIN.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Mr. Jean Noel A. Thibert, residing at Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an act permitting the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to admit him as a member, after examination.

31600-49-4 Me RONALD HALPIN,
Attorney for Petitioner.

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

AVIS

Province de Québec, district de St-François, Cour Supérieure, No. 9556. Dame Marie Reine Bégin, épouse commune en biens de Hilario Beaudoin, opérateur de Sherbrooke, district de St-François, demanderesse, vs Hilario Beaudoin, opérateur de Sherbrooke, district de St-François, défendeur.

La demanderesse a institué une action en séparation de biens en cette cause, le 21 novembre 1951.

Sherbrooke, ce 21 novembre 1951.

Le Procureur de la demanderesse,
31590-o ARMAND NADEAU.

NOTICE

Province of Quebec, district of St. Francis, Superior Court, No. 9556. Dame Marie Reine Bégin, wife common as to property of Hilario Beaudoin, operator of Sherbrooke, district of St. Francis, plaintiff, and Hilario Beaudoin, operator of Sherbrooke, district of St. Francis, defendant.

Procedure in judicial separation as to property has been instituted in the above case on the 21st day of November 1951.

Sherbrooke, November the 21st 1951.

31590-o ARMAND NADEAU,
Attorney for the Plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No. 308217. Dame Amanda Jodoin, veuve de Armand Provencal, en première noce, épouse commune en biens de Wilfrid Champoux, rentier, résidant et domicilié au No. 6442 de la rue Chabot, dans les cité et district de Montréal, défendeur, et Banque Canadienne Nationale, corps politique légalement constitué ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, succursale No. 2001 rue Beaubien est, tierce-saisie.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 26e jour de novembre 1951.

Montréal, le 1er décembre 1951.

Le Procureur de la demanderesse,
31591-o JEAN H. DESLAURIERS

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 308217. Dame Amanda Jodoin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Wilfrid Champoux, also of the city of Montreal, said district, plaintiff, vs Wilfrid Champoux, of the city of Montreal, said district, defendant, and Banque Canadienne Nationale, body politic legally constituted having its principal place of business, in the city and district of Montreal, branch 2001 Beaubien East Street, tierce-saisie.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on November 26th, 1951.

Montreal, the 1st day of December, 1951.

31591-o JEAN H. DESLAURIERS,
Attorney for plaintiff.

Canada Province de Québec, district de Terrebonne, Cour Supérieure, N° 20933. Dame Marie Louise Coulombe, épouse de Jacob Basler, hôtelier domicilié à Morin Heights, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Saint-Jérôme, ce 29 novembre 1951.

Les Procureurs de la demanderesse,

Signé: de MARTIGNY & MARCHESSAULT.
31589-o

Canada, Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, No. 20933. Dame Marie Louise Coulombe, wife of Jacob Basler, Hotel-keeper domiciled at Morin Heights, county Argenteuil, district of Terrebonne, has instituted an action against her husband for separation as to property.

Saint-Jérôme, this 29th day of November, 1951.

Signed: de MARTIGNY & MARCHESSAULT.
31589 Attorneys for the plaintiff.

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure N° 308385. Dame Carmelle Lévesque, épouse légalement en communauté de biens de monsieur Jean Labbé, résidant et domicilié à Laprairie, district de Montréal, demanderesse, vs ledit Jean Labbé, propriétaire de donderie, des mêmes lieux et endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 28 novembre 1951.

Montréal, le 28 novembre 1951.

Les Procureurs de la demanderesse,
31592-o MONETTE, FILION ET GOURD.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court No. 308385. Mrs Carmelle Lévesque, wife common sa to property of Jean Labbé, residing and domiciled at Laprairie, district of Montreal, plaintiff, vs the said Jean Labbé, foundry owner, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been tendered in the case, on the 28th day of November, 1951.

Montreal, November 28, 1951.

31592-o MONETTE, FILION & GOURD,
Attorneys for plaintiff.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, Cour Supérieure, N° 12584. Anne Steedman, demanderesse, vs Charles Aboud, défendeur.

Dame Violet Anne Steedman, épouse de Charles Aboud, industriel des cité et district des Trois-Rivières, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Trois-Rivières, le 4 décembre 1951.

Vraie copie
Les Procureurs de la demanderesse,
31622-o MÉTHOT & MÉTHOT.

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières, Superior Court, No. 12584. Anne Steedman, plaintiff; vs Charles Aboud, defendant.

Dame Violet Anne Steedman, wife of Charles Aboud, industrialist of the city and district of Trois-Rivières, has taken an action against her husband for separation as to property.

Trois-Rivières, December 4, 1951.

31622 True Copy.
METHOT & METHOT,
Attorneys for the plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1324

Québec, le 29 novembre 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-conseil.

CONCERNANT le règlement numéro 243 adopté par le conseil de la ville de Dorval en 1951.

ATTENDU que le conseil de la ville de Dorval a adopté, le 22 août 1951, le règlement numéro 243 concernant la construction et le zonage dans la ville de Dorval;

ATTENDU que ledit règlement contient des clauses qui sont contraires à l'intérêt public en général et à l'intérêt des contribuables de la ville de Dorval en particulier;

ATTENDU que, en vertu des dispositions de l'article 423 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 233), le Lieutenant-gouverneur en conseil peut désavouer un règlement adopté par le conseil d'une cité ou d'une ville, dans les six mois suivant la réception d'un exemplaire de tel règlement par le ministre des Affaires municipales;

ATTENDU qu'un exemplaire du règlement numéro 243, adopté par le conseil de la ville de Dorval en 1951, a été adressé au ministre des Affaires municipales le 20 novembre 1951 et que ledit

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1324.

Quebec, November 29, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING By-law number 243 passed by the Council of the Town of Dorval in 1951.

WHEREAS the Council of the Town of Dorval, on the 22nd of August, 1951, adopted By-law No. 243 concerning building and zoning in the Town of Dorval;

WHEREAS the said by-law contains clauses which are contrary to public interest in general and to the interest of the tax payers of the Town of Dorval in particular;

WHEREAS, under the provisions of section 423 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 233), the Lieutenant-Governor in Council may disallow a by-law passed by the council of a city or town, within six months following the reception of a copy of the said by-law by the Minister of Municipal Affairs;

WHEREAS a copy of By-law number 243, passed by the Council of the Town of Dorval in 1951, was forwarded to the Minister of Municipal Affairs on the 20th of November, 1951, and that

exemplaire a été livré au bureau du ministre des Affaires municipales le 21 novembre 1951.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre des Affaires municipales:

QUE le règlement numéro 243, adopté par le conseil de la ville de Dorval le 22 août 1951 et intitulé "Règlement concernant la construction et le zonage dans la ville de Dorval" soit désavoué et qu'avis de ce désaveu soit publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

(Signé) A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

31610-o

the said copy was delivered at the office of the Minister of Municipal Affairs on the 21st of November, 1951.

IT IS CONSEQUENTLY ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Municipal Affairs:

THAT by law number 243, passed by the Council of the Town of Dorval on the 22nd day of August, 1951, and intituled: "By-law concerning building and zoning in the Town of Dorval" (Règlement concernant la construction et le zonage dans la ville de Dorval) be disallowed and that notice of such disallowance be published in the *Quebec Official Gazette*.

(Signed) A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

31610

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1344

Québec, le 29 novembre 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une certaine étendue de terrain soustraite à la prospection.

ATTENDU qu'à la demande de l'"Aluminum Company of Canada Limited", qui projette l'érection d'une écluse à la chute du Diable, dans la rivière Péribonka, un arrêté en conseil a été passé le 10 octobre 1951, N° 1137, soustrayant à la prospection, l'étendue de terrain que l'élévation des eaux résultant du barrage aura pour effet d'inonder;

ATTENDU QUE la compagnie soumet qu'après préparation de nouveaux plans, plus complets, qu'elle a produits au ministère des Ressources Hydrauliques, il y aurait lieu de soustraire à la prospection une nouvelle étendue de terrain qu'affectera l'élévation des eaux, cette nouvelle étendue formée des lots dont suit la liste, savoir:

- 1° Dans le canton de Garnier:
Les lots numéros 1 à 5 inclusivement, rang II.
- 2° Dans le canton de Milot:
Les lots numéros 7, rang 1 et 2, rang II.
- 3° Dans le canton de Jogues:
Les lots numéros 16, rang III; 10 à 15 inclusivement, rang IV; 3 à 8 inclusivement, rang V; A, B, et 1 à 8 inclusivement, rang VI, et B et C, rang VII.

ATTENDU qu'il convient de faire droit à la requête de la compagnie.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre des Mines:

1° QUE les lots ci-dessus désignés soient fermés à la prospection et soustraits au jalonnement de claims miniers;

2° QUE les erreurs qui se sont glissées dans la rédaction du paragraphe 5° de l'arrêté en conseil N° 1137 du 10 octobre 1951, soient corrigées comme suit:

a) En remplaçant le mot "parties" le premier de ce paragraphe, par les mots: "Dans les parties", et b) en y biffant, dans la troisième ligne, les mots: "ainsi qu".

(Signé) A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

31611-o

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1344

Quebec, November 29, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a certain tract of land restrained from prospecting.

WHEREAS at the request of the "Aluminum Company of Canada Limited", which contemplates the building of a dam at "Chute du Diable", on the Peribonka River, an order in council was passed on the 10th day of October, 1951, No. 1137, restraining from prospecting, the tract of land which be flooded due to the rising of the level of the waters, caused by the dam;

WHEREAS the company suggests, after the preparation of new and more complete plans which it has forwarded to the Department of Hydraulic Resources, that it would be expedient to restrain from prospecting, a new tract of land which would be affected by the rising of the waters, this new tract of land being composed of the lots listed below, to wit:

- 1. In the township of Garnier:
Lots numbers 1 to 5 inclusively, range II.
- 2. In the township Milot:
Lots numbers 7, range I and 2, range II.
- 3. In the township of Jogues:
Lots numbers 16, range III; 10 to 15 inclusively range IV; 3 to 8 inclusively, range V; A, B, and 1 to 8 inclusively, range VI, and B and C, range VII.

WHEREAS it is expedient to comply with the request of the company.

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Mines;

1. THAT the lots above designated be closed to prospecting and restrained from the staking out of mining claims;

2. THAT the errors which occurred in the composition of paragraph 5 of the order in council No. 1137, of October 10, 1951, be corrected as follows:

a) By replacing the words: "unsubdivided parts" in the first line of the said paragraph by the words: "In the unsubdivided part", and b) by striking out, in the third line, the words: "as well as".

(Signed) A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

31611

Avis divers

CANADIAN ARENA COMPANY

Règlement Spécial IIA

Diminution du nombre des Directeurs

"Le nombre des directeurs de la compagnie est, par les présentes, diminué de treize à onze et le règlement N° II de la compagnie, tel qu'amendé auparavant de temps à temps, est par les présentes amendé de nouveau de manière à ce qu'il se lise dorénavant comme suit:

Un bureau de direction de onze directeurs sera élu annuellement parmi les actionnaires de la compagnie, chacun desquels, pendant la durée de sa fonction, détiendra au moins une action du capital de la compagnie absolument et en son propre nom et n'aura pas d'arrérage relativement à tous appels sur icelle."

Certifié vraie copie.

Montréal, P.Q., 22 novembre 1951.

(Sceau)

31583

Le Secrétaire,
P. M. RAYMOND.

Miscellaneous Notices

CANADIAN ARENA COMPANY

Special By-law IIA

Decrease in number of Directors

"The number of Directors of the Company is hereby decreased from thirteen to eleven and By-law No. II of the Company as heretofore amended from time to time is hereby further amended so that it shall hereafter read as follows:

A Board of eleven Directors shall be elected annually from among the Share-holders of the Company, each of whom, during his tenure of office, shall hold at least one share of the stock of the Company absolutely in his own right and shall not be in arrears in respect of any calls thereon."

Certified true copy.

Montreal, P.Q., November 22, 1951.

(Seal)

31583-o

P. M. RAYMOND,
Secretary.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 19 novembre 1951, les règlements de "L'Amicale des Professeurs Français au Canada", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 21 novembre 1951.

31585-o

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the By-laws of "L'Amicale des Professeurs Français au Canada", were approved by the Honourable the Provincial Secretary, on the 19th of November, 1951, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, November 21, 1951.

31585

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.LA COMMISSION INDUSTRIELLE DE SAINT-JÉRÔME
THE INDUSTRIAL COMMISSION OF ST. JÉRÔME

Extrait des règlements généraux de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés à l'assemblée générale spéciale tenue le 6 décembre 1950, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de quatre à dix:

"Règlement N° 6 — Bureau de direction: 1. Les affaires de la Commission seront administrées par un bureau de direction composé de dix membres dont quatre formeront quorum."

31584-o

Le Secrétaire-trésorier,
W. H. SANDERSON.LA COMMISSION INDUSTRIELLE DE SAINT-JÉRÔME
THE INDUSTRIAL COMMISSION OF ST. JÉRÔME

Excerpt from the general by-laws of the above mentioned corporation, as adopted at the special general meeting held on the 6th of December, 1950, concerning the increase in the number of directors from four to ten:

"By-law No. 6 — Board of Directors: 1. The affairs of the Commission will be managed by a board of directors composed of ten members, four of whom will form a quorum.

31584

W. H. SANDERSON,
Secretary-Treasurer.

AVIS D'AUTORISATION

Avis est donné que la compagnie "Black Diamond Tungsten Limited" (Libre de responsabilité personnelle) a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec ses actions, titres, certificats-actions, débetures et autres valeurs.

Le siège social de la Province est à 360 ouest, rue St-Jacques, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans toute procédure prise contre elle, est M. John G. Porteous, c.r., de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 4 décembre 1951.

31617

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE OF AUTHORIZATION

Notice is hereby given that the company "Black Diamond Tungsten Limited (No-Personal Liability)" has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is at 260 St. James Street West, in the City and Judicial District of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is Mr. John G. Porteous, K.C., of the said City of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of December, 1951.

31617-o

JEAN BRUCHÉSI,
Under-Secretary of the Province.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 29 novembre 1951, "La Fédération Compagnie d'Assurances du Canada" a été autorisée à se porter caution en justice dans la province de Québec, et ce, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de garantie, chapitre 285, des Statuts de Québec, 1941.

Le siège social de ladite compagnie est situé à 276, rue St-Jacques, Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 4 décembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la province,
31617-o JEAN BRUCHÉSI.

PRÉSIDENT D'ÉLECTION

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission Sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

Notice is hereby given, that by Order in Council bearing date the 29th day of November, 1951, "La Fédération Compagnie d'Assurances du Canada" has been authorized to become a judicial surety in the Province of Quebec, and such, pursuant to the provisions of the Guarantee Companies Act, chapter 285, of the Statutes of Quebec, 1941.

The head office of the said company is situate at 276 St. James street, Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of December, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
31617 Under Secretary of the Province.

RETURNING-OFFICER

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the person whose name follows:

District électoral Electoral District	Nom, prénoms Name, Christian Names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Labelle	LaFontaine, Henri (1)	Protonotaire—Prothonotary	Ville Mont-Laurier (Town (Labelle.) P.Q.)

(1) En remplacement de M. Roger Munn, démissionnaire.— In place of Mr. Roger Munn, retired.

Québec, le 3 décembre 1951.

Le Président général des élections,
31617-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Quebec, December 3, 1951.

FRANÇOIS DROUIN, K.C.,
31617-o Chief Returning-Officer.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Association Sportive de Ste-Claire", en date du 7 octobre 1951, dont le siège social est situé à Colombourg, comté d'Abitibi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 16 novembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
31593-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat des Travailleurs en construction de Sherbrooke", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 20 novembre 1951.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le Sous-secrétaire de la Province,
31594-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Association Sportive de Ste-Claire" under date the 7th day of October, 1951, whereof the head office is at Colombourg, county of Abitibi, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of November, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
31593 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat des Travailleurs en Construction de Sherbrooke" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on November 20, 1951.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

JEAN BRUCHÉSI,
31594 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif de la Salle Paroissiale de Deschambault", en date du 5 novembre 1951, dont le siège social est situé à Deschambault, comté de Portneuf, et que ce

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif de la Salle Paroissiale de Deschambault" under date the 5th day of November, 1951 whereof the head office is at Deschambault, Coun-

document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 novembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
31595-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Travailleurs du Meuble et de la Literie", pour l'étude la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 30 novembre 1951.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
31596-o JAEN BRUCHÉSI.

THREE RIVERS GRAIN AND
ELEVATOR COMPANY LIMITED

Règlement No 50

Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme un règlement de la compagnie "Three Rivers Grain and Elevator Company Limited" (ci-après nommée la "Compagnie") et qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de cinq à sept de manière à ce que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de sept directeurs.

2. Que trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3. Que tous les règlements, résolutions et procédures de la compagnie incompatibles à celui sont, par les présentes, amendés, modifiés et révisés pour donner effet à ce règlement.

Décrété le 25 septembre 1951.

Le Président,
G. C. LEITCH.
Le Secrétaire,
W. D. TOD.

Je, W. Douglas Tod, secrétaire de la compagnie "Three Rivers Grain and Elevator Company Limited," certifie que le précédent est une vraie copie du règlement No 40 de ladite compagnie et qu'il a été dûment décrété par ses directeurs le 25 septembre 1951 et approuvé par le vote de plus des deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée pour considérer le règlement le 5 novembre 1951.

Daté à Trois-Rivières, Québec, le 15 novembre 1951.

(Seau) Le Secrétaire,
31597 W. D. TOD.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Instituteurs Laïcs de Saint-Jean", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 28 novembre 1951.

ty of Portneuf, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th of November, 1951.

31595 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Travailleurs du Meubles et de la Literie" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on November 30, 1951.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

31596 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

THREE RIVERS GRAIN AND
ELEVATOR COMPANY LIMITED

By-Law No. 50

Be it and it is hereby enacted as a by-law of Three Rivers Grain and Elevator Company Limited (hereinafter called the "Company") as follows:

1. That the number of directors of the Company be and the same is hereby increased from five to seven so that the board of directors of the Company shall hereafter be composed of seven directors.

2. That three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. That all prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Enacted this 25th day of September, 1951.

G. C. LEITCH,
President.
W. D. TOD,
Secretary.

I, W. Douglas Tod, Secretary of Three Rivers Grain and Elevator Company Limited certify that the foregoing is a true copy of By-law No. 50 of the said Company and that the same was duly enacted by its directors on the 25th day of September, 1951 and approved by the vote of more than two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting called for considering the by-law on the 5th day of November, 1951.

Dated at Three Rivers, Quebec, this 15th day of November, 1951.

(Seal) W. D. TOD,
31597-o Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Instituteurs Laïcs de Saint-Jean", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on November 28, 1951.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Jean, comté de Saint-Jean.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-John, County of Saint-John.

31603-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

31603 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

LOCAL CONSTRUCTION CO. LTD.

LOCAL CONSTRUCTION CO. LTD.

Distribution de l'actif

Distribution of assets

Extrait du règlement N° 40

Excerpt from By-law No. 40

La compagnie ayant discontinué ses opérations et n'ayant plus d'obligations, il est ordonné que son actif soit distribué proportionnellement entre ses actionnaires qui y ont droit, à l'expiration du délai prescrit par la loi.

The company having discontinued its operations and having no liabilities, it is ordained that its assets be distributed rateably among its shareholders entitled thereto, at the expiration of the delay prescribed by law.

Montréal, 3 décembre 1951.

Montreal, December 3, 1951.

31604-o Le Secrétaire,
RENÉ BOULET.

31604 RENÉ BOULET,
Secretary.

THE CANADIAN IMPORT COMPANY LIMITED

THE CANADIAN IMPORT COMPANY, LIMITED

Sommaire du règlement spécial "A"

Summary of Special By-law "A"

Un règlement spécial "A" passé et décrété par les directeurs de la compagnie "The Canadian Import Company, Limited" pourvoit à la cessation des affaires de la compagnie, à la distribution de tous les biens et propriétés de cette compagnie au pro rata entre ses actionnaires, à la dissolution de la compagnie et à l'abandon de sa charte.

Special By-law "A" passed and enacted by the directors of "The Canadian Import Company, Limited" provides for the discontinuance of the company's business, the distribution of all assets and property of that company rateably among its shareholders, the dissolution of the company and the surrender of its charter.

Certifié vraie copie.

Certified true copy.

Québec, P.Q., le 3 décembre 1951.

Quebec, P.Q., December 3rd, 1951.

31605 THE CANADIAN IMPORT COMPANY, LIMITED,
(Signé) Par le Secrétaire,
HERBERT C. THORN.

31605-o THE CANADIAN IMPORT COMPANY, LIMITED,
(Signed) Per HERBERT C. THORN,
Secretary.

POLK VAUGHAN, INC.

POLK VAUGHAN, INC.

Sommaire du règlement spécial "A"

Summary of Special By-law "A"

Un règlement spécial "A" décrété par les directeurs de la compagnie "Polk-Vaughan, Inc.", pourvoit à la distribution des biens et propriétés de la compagnie au pro rata entre ses actionnaires et dette distribution étant faite, à la dissolution de la compagnie et à l'abandon de sa charte.

Special By-law "A" enacted by the directors of "Polk-Vaughan, Inc." provides for the distribution of all assets and property of that company rateably among its shareholders and, upon such distribution made, the dissolution of the company and the surrender of its charter.

Certifié vraie copie.

Certified true copy.

Montréal, P.Q., 26 novembre 1951.

Montreal, P.Q., November 26th, 1951.

31606 Le Secrétaire,
P. W. OGDEN.

31606-o [Seal] P. W. OGDEN,
Secretary.

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Re: CITÉ DE SAINT-LAMBERT,
(Chambly)

Re: CITY OF SAINT-LAMBERT
(Chambly)

Avis est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, à sa séance en date du 3 décembre 1951, a adopté la résolution suivante:

Notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission has adopted the following resolution at its sitting of December 3, 1951:

"Il est résolu que, conformément aux dispositions de l'article 52 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, c. 207), la corporation de la cité de Saint-Lambert, dans le comté de Chambly, ne soit plus, à compter du 1er janvier 1952, considérée comme étant en défaut au sens de la section V de ladite loi."

"Resolved that in accordance with the provisions of Section 52 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, c. 207), from and after January 1, 1952, the corporation of the city of St. Lambert, in the county of Chambly, shall no longer be considered in default within the meaning of Division V of the said act."

Québec, le 3 décembre 1951.

Quebec, December 3, 1951.

31608-o Le Secrétaire,
MAURICE R. MARCOTTE.

31608-o MAURICE R. MARCOTTE,
Secretary.

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 28 novembre 1951.

Aujourd'hui, à cinq heures de l'après-midi, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative, et, cette Chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu le titre des bills à être sanctionnés comme suit:

- 28 Loi concernant le ministère provincial des finances.
- 31 Loi concernant un emprunt, au montant de un million cent soixante-trois mille dollars, par la cité des Trois-Rivières.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."
31624-o

LEGISLATIF COUNCIL CHAMBER

Quebec, 28th of November 1951.

This day, at five o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present, the Clerk of the Crown in Chancery read the title of the bills to be sanctioned as follows:

- 28 An Act respecting the Provincial Department of Finance.
- 31 An Act respecting a loan amounting to one million one hundred and sixty-three thousand dollars, of the city of Trois-Rivières.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council, in the following words:

"In His Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."
31624-o

Chartes — Abandon de

AVIS

Avis est par les présentes donné que "La Rose Boutour Mines Ltd", (No personal Liabilities) a l'intention de faire application pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Rouyn, P. Q., le 27 novembre 1951.

31586-o
Le Secrétaire,
PAUL CUDDIHY.

MERCHANTS HOUSING CORPORATION

Avis est donné que la compagnie Merchants Housing Corporation s'adressera au Procureur général de la province de Québec, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il plaira au Procureur général de fixer.

Daté à Montréal, le 3 décembre 1951.

31598
MERCHANTS HOUSING CORPORATION,
Le Président,
GEORGE E. GRADLEY.

POLK VAUGHAN, INC.

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Polk Vaughan, Inc." donne, par les présentes, avis que cette compagnie s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Daté en la cité de Montréal, ce 26 novembre 1951.

31607
Le Secrétaire,
P. W. ODGEN.

Charters — Surrender of

NOTICE

Notice is hereby given that "La Rose Boutour Mines Ltd", (No personal liabilities) intends to make application for leave to surrender its charter.

Dated at Rouyn, P.Q., this 27th day of November, 1951.

31586-o
PAUL CUDDIHY,
Secretary.

MERCHANTS HOUSING CORPORATION

Notice is hereby given that Merchants Housing Corporation will make application to the Attorney General of the Province of Quebec under the provisions of the Quebec Companies Act for leave to surrender its charter and for the cancellation thereof upon and from a date to be fixed by the said Attorney General.

Dated at Montreal, this 3rd day of December, 1951.

31598-o
MERCHANTS HOUSING CORPORATION,
GEORGE E. BRADLEY,
President.

POLK VAUGHAN, INC.

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Polk Vaughan, Inc." hereby gives notice that this company will apply to the Attorney General of the province of Quebec for leave to surrender its charter and its cancellation from a date to be fixed by them.

Dated at the city of Montreal, this 26th day of November, 1951.

31607-o
P. W. ODGEN,
Secretary.

MORRIS BROTHERS (Quebec), LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que "Morris Brothers (Quebec), Limited", s'adressera au Procureur général et au Ministre des Affaires Municipales de l'Industrie et du Commerce pour permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 1er Novembre 1951.

Le Procureur de
"Morris Brothers (Quebec), Limited",
IRWIN B. COHEN.

31602-o

MORRIS BROTHERS (Quebec), LIMITED

Notice is hereby given that "Morris Brothers (Quebec), Limited", will make application to the Attorney General and to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, for leave to surrender its charter.

Montreal, November 1st, 1951.

IRWIN B. COHEN,
Attorney for "Morris Brothers
(Quebec), Limited.

31602-o

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Campbells' Florists Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 février 1918.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier décembre 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 3 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

31615

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Campbells' Florists Incorporated", incorporated by letters patent dated the 8th day of February, 1918.

Notice is also given that from and after the first day of December, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 3rd day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

31615-o

Avis est par les présentes donné, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité générale décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Equity Construction Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er mars 1929.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier décembre 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 3 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

31615

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Equity Construction, Limited", incorporated by letters patent dated the 1st day of March, 1929.

Notice is also given that from and after the first day of December, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 3rd day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

31615-o

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Islemont Securities Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 décembre 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier décembre 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 3 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

31615

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Islemont Securities Corporation", incorporated by letters patent dated the 15th day of December, 1932.

Notice is also given that from and after the first day of December, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 3rd day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

31615-o

Avis est par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Ken-Dor Novelty Mfg. Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 juin 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier décembre 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Ken-Dor Novelty Mfg. Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 8th day of June, 1945.

Notice is also given that from and after the first day of December, 1951, the said company has been dissolved.

Daté du bureau du Procureur général, ce 3 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31615 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, the 3rd day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31615-o Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "LaSalle Stone & Marble Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes, en date du 16 mai 1934.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier décembre 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 3 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31615 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "LaSalle Stone & Marble Company Limited", incorporated by letters patent dated the 16th day of May, 1934.

Notice is also given that from and after the first day of December, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 3rd day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31615-o Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Laurentian Golf and Country Club, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 août 1921.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier décembre 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 3 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31615 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Laurentian Golf and Country Club, Limited", incorporated by letters patent dated the 16th day of August, 1921.

Notice is also given that from and after the first day of December, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 3rd day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31615-o Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26 et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Médéric Charbonneau Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 avril 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier décembre 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 3 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31615-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Médéric Charbonneau Limitée", incorporated by letters patent dated the twelfth day of April, 1944.

Notice is also hereby given that from and after the first day of December, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31615 Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Montreal Townlots Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 novembre 1919.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier décembre 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 3 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31615 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Montreal Townlots Limited", incorporated by letters patent dated the 17th day of November, 1919.

Notice is also given that from and after the first day of December, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 3rd day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31615-o Deputy Attorney General.

BEAUCE MONUMENTS LIMITÉE

Avis est par les présentes donné que la Compagnie "Beauce Monuments Limitée", ayant son principal siège d'affaires à Beauceville-Est, Comté et District de Beauce, P.Q., s'adressera au Procureur Général de la Province de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation, après telle date que celui-ci jugera à propos de fixer.

Fait et signé à Beauceville-Est, ce 29 novembre 1951.

31618-o Le Président,
JEAN POULIN.

BEAUCE MONUMENTS LIMITED

Notice is hereby given that the Company known as "Beauce Monuments Limited", having its principal business place at Beauceville-Est, County and District of Beauce, P.Q., will apply to the Attorney General for the Province of Quebec for leave to surrender its charter and to cancel it from and after such date as he may determine.

Signed at Beauceville-Est, November 29, 1951.

31618-o JEAN POULIN,
President.

LAURENTIAN SECURITIES LIMITED

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Laurentian Securities Limited", donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Daté en la cité de Montréal, le 4 décembre 1951.

31623 Le Secrétaire,
A. G. YEOMAN.

LAURENTIAN SECURITIES LIMITED

Under the provisions of the Quebec Companies Act, "Laurentian Securities Limited", hereby gives notice that this Company will apply to the Attorneys General of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter and its cancellation from a date to be fixed by them.

Dated at the City of Montreal, this 4th day of December, 1951.

31623-o A. G. YEOMAN,
Secretary.

Département de l'Instruction publique

N° 1030-50

Québec, le 29 novembre 1951.

Il a plu à son Honneur le Lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 22 novembre 1951, de détacher de la municipalité scolaire d'Aylwin, dans le comté de Gatineau, et d'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Low-Sud, dans le même comté, les lots mentionnés comme suit:

1 à 9 inclusivement du rang IV (4); 1 à 7 inclusivement du rang (5); 1 à 9 inclusivement du rang VI (6); et 1 à 6 inclusivement du rang VII (7); tous du canton d'Aylwin.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1952.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31613 O. J. DESAULNIERS.

Department of Education

No. 1030-50.

Quebec November 29, 1951.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated November 22, 1951, to detach from the school municipality of Aylwin, in the County of Gatineau, and annex, for Catholics only, to the school municipality of Low-South, in the same county, the lots mentioned as follows:

1 to 9 inclusive in Range IV (4); 1 to 7 inclusive in Range V (5); 1 to 9 inclusive in Range VI (6); and 1 to 6 inclusive in Range VII (7), all of the Township of Aylwin.

This Order in Council will take effect on July 1st, 1952.

31613-o O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 551-50

Québec, le 29 novembre 1951.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 22 novembre 1951, d'annexer à la municipalité scolaire de Bowman et Denholm, dans le comté de Gatineau, le territoire de la municipalité scolaire de Portland-Ouest, dans le comté de Papineau et d'ériger tout ce territoire en une municipalité scolaire distincte, pour les contribuables catholiques seulement, sous le nom de "La municipalité scolaire catholique de Poltmore", comtés de Gatineau et Papineau.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1952.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31613-o O. J. DESAULNIERS.

No. 551-50.

Quebec, November 29 1951.

His Honour, the Lieutenant-governor in Council, has been pleased by Order in Council, bearing date the 22nd day of November, 1951, to annex to the school municipality of Bowman and Denholm, in the county of Gatineau, the territory of the school municipality of West Portland, in the county of Papineau, and to erect their territory into a separate school municipality, for Catholic taxpayers only, under the name of "The Catholic School Municipality of Poltmore", in the county of Gatineau and Papineau.

This order in council will be effective on July 1st, 1952.

31613 O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 940-51

Quebec, le 29 novembre 1951.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 22 novembre 1951, de détacher de la muni-

No. 940-51

Quebec, November 29, 1951.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, has been pleased by Order in Council bearing date the 22nd day of November, 1951.

palité scolaire de Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Portneuf, les lots 267 à 276, inclusivement du cadastre officiel de Pointe-aux-Trembles et de les annexer à la municipalité scolaire de "Les Écureuils", dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1952.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31613-o O. J. DESAULNIERS.

No 514-51

Québec, le 29 novembre 1951.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 22 novembre 1951, d'annexer, pour les contribuables catholiques romains seulement, à la municipalité scolaire de Ste-Marie-de-Quyion, dans le comté de Pontiac, les territoires des municipalités scolaires de Onslow-Sud et Pontiac, dans le même comté.

Le territoire de la municipalité scolaire de Onslow-Sud comprend les lots suivants, tous inclusivement, du canton de Onslow-Sud: 1 à 6 et 13 à 28 du rang III (3); 1 à 28 inclusivement des rangs IV (4), V (5) et VI (6).

Le territoire de la municipalité scolaire de Pontiac comprend les lots 1 à 8 inclusivement des rangs I et II (2) du même canton.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1952.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31613 O. J. DESAULNIERS.

to detach from the school municipality of Pointe-aux-Trembles, in the county of Portneuf, lots 267 to 276 inclusively, of the official cadastre for Pointe-aux-Trembles, and to annex them to the school municipality of "Les Écureuils", in the same county.

This order in council will be effective on July 1st, 1952.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 514-51.

Quebec November 29, 1951.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council, has been pleased, by Order in Council dated November 22, 1951, to annex, for Roman Catholics only, to the school municipality of Ste. Marie-de-Quyion, in the County of Pontiac, the territories of the school municipalities of South-Onslow and Pontiac, in the same County.

The territory of the school municipality of South-Onslow comprises the following lots, all inclusive, of the Township of South-Onslow: 1 to 6 and 13 to 28 of Range III (3); 1 to 28 inclusive of Ranges IV (4), V (5) and VI (6).

The territory of the school municipality of Pontiac comprises lots 1 to 8 inclusive of Ranges I and II (2) of the same Township.

This Order in Council will take effect on July 1st, 1952.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre révisé de la paroisse de Ste-Victoire (partie canton d'Arthabaska) partie de la municipalité de la ville de Victoriaville division d'enregistrement d'Arthabaska.

Avis est par la présente donné que le lot 97-182 est amendé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 novembre 1951.

Département des Terres et Forêts,
Service des Cadastres,
AVILA BÉDARD,
Sous-Ministre.

31614-o

Department Land and Forests

NOTICE

Revised cadastre of the parish of Ste Victoire (Partie of the township of Arthabaska) part of the Municipality of the town of Victoriaville. registration division of Arthabaska.

Notice is hereby given that lot 97-182 is amended in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, November the 21st, 1951.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

31614-o

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 141 du 8 février 1951, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret de la façon suivante:

1° Le paragraphe "a" de l'article I sera remplacé par le suivant:

"a) Un "compagnon sur presse à plateau" est un compagnon qui est en mesure d'établir devant le Bureau des Examineurs créé à cette fin par le Comité Paritaire, qu'il peut produire tous

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 141, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the printing trades in the district of Quebec, rendered obligatory by the decree number 141 of February 8, 1951, have submitted to him a request to amend the said decree as follows:

1. Subsection "a" of section I will be replaced by the following:

"a) A "platen press journeyman", is a journeyman who can satisfy the Board of Examiners formed for that purpose by the Parity Committee that he can produce any work which must be

les travaux qui doivent être faits sur une presse à plateau (automatique ou margée à la main). Toutefois, avant de subir l'examen pratique requis pour l'obtention du certificat de compagnon, l'apprenti devra avoir travaillé durant une période représentant au moins 50 heures de travail pratique, sur une presse cylindrique. Ce travail pourra se faire soit dans l'atelier où l'apprenti est employé, soit dans tout atelier possédant une presse cylindrique ou dans une école d'imprimerie reconnue comme telle par le Comité Paritaire."

2° Le paragraphe 3 de l'article III sera remplacé par le suivant:

"3° *Classe "C"*: La classe "C" comprend tous les ateliers possédant une presse cylindrique (ou plus); ou deux presses automatiques (ou plus); ou une machine à composer (ou plus); ou encore toute industrie comptant sept salariés (ou plus) de sexe masculin, sans tenir compte de l'outillage, ainsi que les ateliers de lithographie, d'offset, de photo-litho, de réglage et de reliure non spécifiquement mentionnés dans les classes "A", "B" et "E", ainsi que les départements d'imprimerie de l'Industrie de la boîte de carton."

3° Le paragraphe "a" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"a) Le jour, les heures de travail sont réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. les cinq (5) premiers jours ouvrables de la semaine, et entre 7.00 a.m. et midi, le samedi."

Quarante heures (40), au maximum, ainsi réparties dans les six (6) jours, constituent une semaine régulière de travail pour les ateliers des classes "A", "B", "C" et "E" du district judiciaire de Québec, à l'exception du département de presses à l'aniline des manufactures de sacs en papier où la semaine régulière de travail est de quarante-cinq heures et demie (45½), au maximum.

Huit heures (8), au maximum, constituent une journée ou une nuit régulière de travail pour les ateliers spécifiés à l'alinéa précédent.

Quarante-trois heures (43), au maximum, constituent une semaine régulière de travail pour les ateliers de la classe "D" du district judiciaire de Québec. Toutefois, il sera permis à ces ateliers de choisir parmi les cinq (5) premiers jours ouvrables de la semaine, une journée durant laquelle on pourra faire neuf heures (9) régulières de travail de façon à compléter la semaine de travail en cinq (5) jours.

Quarante-quatre heures (44), au maximum, constituent une semaine régulière de travail pour les ateliers des districts judiciaires autres que celui de Québec. Toutefois, il sera permis à ces ateliers de faire quatre (4) journées de neuf heures (9) régulières et une (1) journée de huit heures (8) régulières de façon à compléter la semaine de travail en cinq (5) jours.

Huit heures et demie (8½), au maximum, constituent une journée régulière de travail pour les équipes de jour des ateliers mentionnés au quatrième alinéa du présent article, à l'exception de la journée choisie par l'employeur pour compléter la semaine régulière de travail en cinq (5) jours qui sera de neuf heures (9), au maximum."

4° Le paragraphe "b" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"b) Pour les équipes de nuit, les heures de travail sont réparties entre les heures régulières de la fin et du commencement de l'équipe de jour.

Trente-sept heures (37), au maximum, constituent une semaine régulière de travail de nuit,

made on a platen press (automat or hand fed). However, before the practical examination required for the certificate of journeyman the apprentice must have worked a period equivalent to 50 hours of practical work on a cylinder press. This work may be done in the shop where the apprentice is employed or in any shop operating a cylinder press or in a printing school recognized as such by the Parity Committee."

2. Subsection "3° of section III will be replaced by the following:

"3° *Class "C"*: Class C includes all shops with one cylinder press (or more), or two automatic presses (or more), or one composing machine (or more) or any industry employing seven or more male employees, irrespective of the equipment, as well as lithography, offset, photo-litho, ruling and bookbinding establishments not specifically mentioned under classes "A", "B" and "E", and including the printing departments of the paper box industry."

3. Subsection "a" of section IV will be replaced by the following:

"a) During the day, the hours of work, are distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. the first five (5) working days of the week, and between 7.00 a.m. and 12.00 (noon) Saturday."

A maximum of forty (40) hours so distributed among the six (6) days constitute a standard work week for the establishments of classes "A", "B", "C" and "E" of the judicial district of Quebec, excepting the aniline press department in paper bag factories where the standard work week is forty-five and a half (45½) hours, maximum.

A maximum of eight (8) hours constitute a standard work day or work night for the establishments mentioned in the foregoing paragraph.

A maximum of forty-three (43) hours constitute a standard work week for the establishments of class "D" of the judicial district of Quebec. However, these establishments may choose one of the first five (5) working days of the week on which nine (9) hours may be worked so as to complete the work week in five (5) days."

A maximum of forty-four (44) hours constitute a standard work week for the establishments of the judicial districts other than that of Quebec. However, these establishments may work four (4) 9-hour days and one (1) 8-hour day so as to complete the work week in five (5) days.

A maximum of eight and a half (8½) hours constitute a standard work day for the day shifts in the establishments mentioned in the fourth paragraph of the present section, except for the 9-hour day chosen by the employer to complete the standard work week in five (5) days:

4° Subsection "b" of section IV will be replaced by the following:

"b) For the night shifts, the hours of work are distributed between the regular starting and finishing hours of the day shift.

A maximum of thirty-seven (37) hours constitute a standard night-work week except for the

sauf pour les ateliers de la classe "D" du district judiciaire de Québec où la semaine régulière de nuit est de quarante heures (40), au maximum, et sauf pour les ateliers des districts judiciaires autres que celui de Québec, où la semaine régulière de nuit est de quarante-et-une heures (41), au maximum."

5° Le paragraphe "e" de l'article IV sera abrogé.

6° Le paragraphe "a" de l'article V sera remplacé par le suivant:

"a) Travail de jour:

Classe "A":

	Pheure
Typographe, opérateur de claviers et fondeuses, électrotypeur.....	\$1.50
Finisseur-doreur en reliure.....	1.50
Pressier et clicheur.....	1.47
Relieur.....	1.42
Photographeur et opérateur de caméra.....	1.42
Aide: 1ère année.....	.60
Aide: 2ème année.....	.64

Classe "B":

Typographe, opérateur de claviers et fondeuses.....	1.45
Finisseur-doreur en reliure.....	1.45
Pressier à l'aniline (sacs en papier).....	1.45
Pressier et clicheur.....	1.43
Relieur.....	1.39
Aide: 1ère année.....	.60
Aide: 2ème année.....	.64

Classe "C":

Typographe, opérateur de claviers et fondeuses.....	1.40
Finisseur-doreur en reliure.....	1.40
Pressier et clicheur.....	1.38
Relieur.....	1.35
Aide: 1ère année.....	.60
Aide: 2ème année.....	.64

Classe "D":

Typographe.....	1.17
Pressier sur plateau.....	1.17

Classe "E":

Relieur.....	1.33
Finisseur-doreur en reliure.....	1.36"

7° Le paragraphe "d" de l'article V sera remplacé par le suivant:

"d) Apprentis: Les apprentis doivent recevoir les salaires minima suivants, basés sur leur certificat de qualification.

	Par semaine		
	Classes		
	"A"	"B"-"C"	"D"-"E"
1ère année.....	\$18.50	\$17.00	\$17.00
2ème année.....	23.00	22.00	21.00
3ème année.....	26.50	25.00	23.00
4ème année.....	30.50	29.00	26.00
5ème année:			
1er semestre.....	34.50	33.00	30.00
2ème semestre.....	40.00	39.00	36.00

Ces salaires sont payables sur la base horaire."

8° Le paragraphe "g" de l'article V sera remplacé par le suivant:

"g) Les filles du département de reliure doivent recevoir:

	Par semaine
1ère année, 1er semestre.....	\$16.00
1ère année, 2ème semestre.....	17.00
2ème année, 1er semestre.....	18.00
2ème année, 2ème semestre.....	19.00
3ème année, 1er semestre.....	20.00
3ème année, 2ème semestre.....	24.00
4ème année, 1er semestre.....	25.00
4ème année, 2ème semestre.....	27.00

Ces salaires sont payables sur la base horaire."

establishments of class "D" of the judicial district of Quebec where the standard night-work week consists of forty (40) hours, and except for the establishments of judicial districts other than that of Quebec, where the standard night-work week consists of forty-one (41) hours maximum."

5. Subsection "e" of section IV will be deleted.

6. Subsection "a" of section V will be replaced by the following:

a) Day shift:

Classe "A":

	Per hour
Typographer, keyboard, caster operator and electrotypeur.....	\$1.50
Bookbinding finisher-gilder.....	1.50
Pressman and stereotyper.....	1.47
Bookbinder.....	1.42
Photo-engraver and camera operator.....	1.42
Helper: 1st year.....	0.60
2nd year.....	0.64

Classe "B":

Typographer, keyboard and caster operator.....	1.45
Bookbinding finisher-gilder.....	1.45
Aniline press (paper bags).....	1.45
Pressman and stereotyper.....	1.43
Bookbinder.....	1.39
Helper: 1st year.....	0.60
2nd year.....	0.64

Classe "C":

Typographer, keyboard and caster operator.....	1.40
Bookbinding finisher-gilder.....	1.40
Pressman and stereotyper.....	1.38
Bookbinder.....	1.35
Helper: 1st year.....	0.60
2nd year.....	0.64

Classe "D":

Typographer.....	1.17
Pressman and platen press.....	1.17

Classe "E":

Bookbinder.....	1.33
Bookbinding finisher-gilder.....	1.36"

7. Subsection "d" of section V will be replaced by the following:

d) Apprentices: Apprentices shall receive the following minimum wages based on their competency card:

	Per week		
	Classes		
	"A"	"B"-"C"	"D"-"E"
1st year.....	\$18.50	\$17.00	\$17.00
2nd year.....	23.00	22.00	21.00
3rd year.....	26.50	25.00	23.00
4th year.....	30.50	29.00	26.00
5th year:			
first six months.....	34.50	33.00	30.00
second six months.....	40.00	39.00	36.00

These wages are payable on an hourly basis."

8. Subsection "g" of section V will be replaced by the following:

g) Bookbinding female employees shall receive:

	Per week
1st year, first six months.....	\$16.00
1st year, first six months.....	17.00
2nd year, first six months.....	18.00
2nd year, second six months.....	19.00
3rd year, first six months.....	20.00
3rd year, second six months.....	24.00
4th year, first six months.....	25.00
4th year, second six months.....	27.00

The above wages are payable on an hourly basis."

9° L'alinéa "ii" du paragraphe "a" de l'article VII sera remplacé par le suivant:

"ii En plus, chaque année, à l'exception des aides, des filles de relieur et des apprentis de lière, 2ème, 3ème, 4ème et 5ème années inclusivement, à cinq jours ou cinq jours et demi selon le cas, de vacances avec paie, s'il a un an de service continu pour le même employeur; le choix de ces jours étant laissé à la discrétion de l'employeur."

10° Le paragraphe "d" de l'article VII sera remplacé par le suivant:

"d) Rémunération: Le salarié a droit, pour son congé, à une rémunération équivalente:

i) Au salaire de la semaine régulière de travail établie par le décret au moment de l'acquisition du droit à son congé (30 avril), s'il a une année de service continu pour le même employeur au trente avril.

ii) au salaire de la semaine régulière de travail établie par le décret au moment de l'acquisition du droit à son congé (30 avril), et ce, pour les salariés prévus au paragraphe "a", alinéa "ii" du présent article.

iii) à autant de douzièmes de son salaire basé sur la semaine régulière de travail établie par le décret au moment de l'acquisition du droit à son congé, qu'il a de mois (30 jours) de service continu pour le même employeur; et ce, s'il a moins d'un an d'emploi pour ledit employeur."

11° Les paragraphes "e" et "f" de l'article seront remplacés par les suivants:

"e) L'expérience des salariés est déterminée par le Bureau des Examineurs. Le nombre d'heures de travail réellement effectuées, soit 40 heures par semaine et cinquante (50) semaines 2.000 heures, sont nominalement considérées comme une année. En aucun temps le nombre d'heures ne doit être un facteur exclusif dans la promotion d'un salarié d'une année à l'autre ou au titre de compagnon. Aucun apprenti ne peut être promu au titre de compagnon avant d'avoir satisfait aux deux conditions ci-haut mentionnées.

Pour les apprentis monotypistes et linotypistes, la compétence s'évalue à l'aptitude de chacun à composer et corriger, sur une machine normalement entretenue et dans des conditions normales, un minimum de 3.500 ems de texte courant à l'heure en moyenne."

"f) Toutefois, au terme de son apprentissage, l'apprenti de quelque département que ce soit qui n'est pas suffisamment qualifié pour obtenir son certificat de compagnon doit recevoir une augmentation de pas moins de dix pour cent (10%) pour chaque période additionnelle de pas moins ni plus de six (6) mois, jusqu'à ce qu'il atteigne le salaire de compagnon. Cette augmentation de 10% est ajoutée au salaire hebdomadaire de l'apprenti. Cependant, les salariés qui travaillent d'après cette clause du 10% comptent comme apprentis dans le prorata."

12° Le paragraphe "h" suivant sera ajouté à l'article IX:

"h) Tout apprenti du district judiciaire de Québec assujéti au présent décret est tenu de suivre à l'École d'imprimerie du Comité Paritaire les cours de perfectionnement qui y sont donnés. Les apprentis qui fréquentent ces cours seront classés d'après les résultats de leurs examens et de leur assiduité, après sanction par le Bureau des Examineurs.

Le Comité Paritaire déterminera selon les circonstances les règlements nécessaires à l'application de la clause ci-dessus."

13° L'alinéa du paragraphe "b" de l'article X sera remplacé par le suivant:

9. Paragraph "ii of subsection "a" of section VII will be replaced by the following:

"ii. also, each year, with the exception of helpers, bookbinding female employees and apprentices of the 1st, 2nd, 3rd, 4th and 5th year inclusive, to five or five and half days, as the case may be, of vacation with pay if he has one year of continuous service for the same employer, the date thereof to be set by the employer."

10. Subsection "d" of section VII will be replaced by the following:

"d) Remuneration: The employee is entitled, for his vacation, to a remuneration equivalent:

i. to the wages of the standard work week as established in the decree at the time the right to the vacation is acquired (April 30), if he has one year of continuous service for the same employer on April 30;

ii. to the wages of the standard work week as established in the decree at the time the right to the vacation is acquired (April 30), in the case of all employees contemplated under subsection "a", of paragraph "ii", of the present section;

iii. to as many twelfths of his wages computed on the standard work week as established in the decree at the time the right to his vacation is acquired as he has months (30 days) of continuous service for the same employer."

11. Subsection "e" and "f" of section IX will be replaced by the following:

"e) The experience of the employees is determined by the Board of Examiners. The number of hours actually worked, that is: 40 hours for one week, and 50 weeks (2000 hours), are nominally considered as one year. In no time should the number of hours be an exclusive factor in the promotion of a worker from one year to another or to the journeyman's rank. No apprentice may be promoted to the journeyman's rank before he has complied with the above two conditions.

In the case of the apprentice-linotypist and monotypist, the competency is estimated by his ability to compose and correct, on a machine in good repair, and in normal conditions, an average of at least 3,500 ems of current text per hour."

"f) However at the expiration of his apprenticeship, the apprentice, in any department whatsoever, not sufficiently qualified to obtain his certificate as journeyman, shall receive a minimum increase of 10% for each additional period of neither less nor more than six months, until the journeyman's rate is attained. Such 10% increase shall be added to the weekly wages of the apprentice. However, the employees subject to this 10% clause shall be considered as apprentices in the pro rata."

12. The following subsection "h" will be added to section IX:

"h) Every apprentice of the judicial district of Québec governed by the present decree shall follow the technical courses of the Printing School of the Parity Committee. The apprentices who attend these courses shall be classified according to their examination and attendance records after approval by the Board of Examiners.

The Parity Committee shall determine, according to circumstances, the necessary regulations for the application of the above clause."

13. The second paragraph of subsection "b" of section X, will be replaced by the following:

"Les aides n'entrent pas en ligne de compte pour la détermination du nombre d'apprentis d'un atelier."

14° Le paragraphe "h" de l'article X est modifié en remplaçant respectivement les nombres "vingt-deux (22) heures" et "onze heures (11)" par les nombres "vingt-heures (20)" et "dix heures (10)".

15° L'article XIII sera remplacé par le suivant:

"XIII. *Gîte et couvert*: Lorsque suivant une convention entre l'employeur et le salarié, le logement, les repas ou la pension complète sont fournis par l'employeur, celui-ci ne peut déduire plus que les prix suivants du salaire du salarié:

Par repas	Pour repas de la semaine	pour le logement par jour	Per meal	Meals of the week	For lodging per day
\$0.40	\$7.00	\$0.50	\$0.40	\$7.00	\$0.50
Pour le logement par semaine	Logement et pension par semaine	Logement et pension par mois	Lodging per week	Board and lodging per week	Board and lodging per month
\$3.50	\$10.00	\$40.00	\$3.50	\$10.00	\$40.00

16° L'article XVI sera abrogé.

17° L'article XVII sera modifié en remplaçant dans les deux alinéas les chiffres "1951" par les chiffres "1952".

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 décembre 1951.

31619-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Services hospitaliers de la région de l'Est, de la Province de Québec, établi en exécution du décret numéro 3824 du 12 octobre 1944, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1336 du 29 novembre 1951, section "B", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er décembre 1951 au 1er décembre 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 3824 et ses amendements, doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires, bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

2. Mode de perception

Les cotisations sont payables mensuellement entre le 1er et le 10 de chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de cha-

"Helpers shall not be taken into account when determining the number of apprentices of an establishment."

14. Subsection "h" of section X is amended by replacing respectively the words "twenty-two (22) hours" and "11 hours" with the words "twenty (20) hours" and "ten (10) hours".

15. Section XIII will be replaced by the following:

"XIII. *Board and lodging*: When, by agreement between the employer and the employee, lodging or board or both are provided by the employer, the latter may not deduct more than the following rates from the wages earned:

Per meal	Meals of the week	For lodging per day
\$0.40	\$7.00	\$0.50
Lodging per week	Board and lodging per week	Board and lodging per month
\$3.50	\$10.00	\$40.00

16. Section XVI will be deleted.

17. Section XVII will be amended by replacing in both of its paragraphs the numeral "1951" with "1952".

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 7, 1951.

31619-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Hospital Service Parity Committee for the Eastern District of the Province of Québec, established under decree number 3824, of October 12th 1944, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1336 of November 29, 1951, Part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereafter mentioned.

1. Assessments

The period of levy extends from December 1 1951, to December 1, 1952; such levy shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the decree number 3824 and its amendments shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages, bonuses or allowances paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, bonuses or allowances.

2. Method of collection

The assessments are payable monthly between the 1st and the 10th day of each month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of

con de ses salariés les sommes dues au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

A chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire un rapport détaillé indiquant sur les formules mises à sa disposition par ledit Comité paritaire, les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières ou supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature du travail et le salaire payé.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province.

Le comité paritaire a le droit d'exiger l'assentiment des rapports mensuels des employeurs professionnels chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire des Services Hospitaliers de la région de l'Est de la province de Québec, pour la période se terminant le 1er décembre 1952.

LE COMITÉ PARITAIRE DES SERVICES HOSPITALIERS DE LA RÉGION DE L'EST DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Estimé des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er décembre 1951 et le 1er décembre 1952.

<i>Recette:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$10,000.00
Salariés	10,000.00
	<hr/>
	\$20,000.00
 <i>Déboursés:</i>	
Salaires: Secrétariat	\$ 9,000.00
Salaires: inspection	3,600.00
Loyer	900.00
Téléphone	300.00
Ameublement	500.00
Papeterie	600.00
Honoraires — Avocat	900.00
Frais légaux	500.00
Frais de voyages	1,300.00
Honoraires: Vérificateur	100.00
Jetons de présence	1,300.00
Souscription à l'Université Laval ..	200.00
Dépenses contingentes	800.00
	<hr/>
	\$20,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 décembre. 31619-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, que le Comité conjoint des Bar-

his employees, the assessments owned to the Parity Committee.

Every month, the professional employer shall submit to the Parity Committee a complete report, on forms supplied by the said committee, giving the name in full and address of every employee in his employ, the latter's competency or classification, the number of regular or overtime hours worked each week, the nature of the work and the wages paid.

The report, duly signed by the professional employer, shall be sent with the assessments payable to the Parity Committee by the said professional employer and by his employees; all such assessments shall be paid with money that is current in the Province.

The parity Committee has the right to exact sworn monthly report from the professional employers every time it deems it advisable.

3. *Financial report*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Hospital Service Parity Committee for the Eastern District of the Province of Quebec, for the period ending December 1, 1952.

THE HOSPITAL SERVICE PARITY COMMITTEE FOR THE EASTERN PART OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimated budget for the period between December 1, 1951 and December 1, 1952.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	\$10,000.00
Employees	10,000.00
	<hr/>
	\$20,000.00
 <i>Disbursements:</i>	
Salaries: Secretary's office	\$ 9,000.00
Salaries: inspection	3,600.00
Rent	900.00
Telephone	300.00
Furniture	500.00
Stationery	600.00
Legal adviser's fees	900.00
Legal charges	500.00
Travelling expenses	1,300.00
Auditor's fees	100.00
Meeting expenses	1,300.00
Subscription to Laval University ..	200.00
Unforeseen expenses	800.00
	<hr/>
	\$20,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 7 1951. 31619-0

NOTICE OF LVEY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notices, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, that the Joint Committee of Barbers and Hairdressers

biers et Coiffeuses de Victoriaville, établi en exécution du décret numéro 98, du 29 janvier 1948, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1337 du 29 novembre 1951 section "C", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er décembre 1951 au 30 novembre 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné;

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 98 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes, allocations, commissions ou bonis payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans barbiers, coiffeurs et coiffeuses régis par ledit décret, numéro 98, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire hebdomadaire établi comme base de calcul du prélèvement dans leur cas, soit \$46.25.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 98 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations, ou bonis.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint des Barbiers et Coiffeuses de Victoriaville, pour la période comprise entre le 1er décembre 1951 et le 30 novembre 1952.

of Victoriaville, formed under decree number 98 of January 29, 1948 and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1337 of November 29, 1951, part "C", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree as per the following method and rate:

1. Assessments

The period of levy extends from December, 1, 1951 to November 30, 1952; such levy is laid in the following manner;

a) The professional employers governed by the said decree, number 98, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the fixed wages, allocations, commissions or bonuses paid to their employees governed by the said decree.

b) The barber and hairdresser artisans governed by the said decree number 98, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the weekly wages set as a basis for computing their assessments, i.e. \$46.25.

c) The employees governed by the said decree, number 98, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their fixed wages, percentage, commissions allocations or bonuses.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee furnishes the professional employers with report forms on which shall be given all information required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction on the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay or to give the necessary information, five day's notice shall be given to fulfil obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial operations to the Minister of Labour, on the following fixed dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of Barbers and Hairdressers of Victoriaville, for the period between December 1, 1951, and November, 30 1952.

LE COMITÉ CONJOINT DES BARBIERS ET
COIFFEUSES DE VICTORIAVILLE
(Siège, social, Victoriaville, Québec)

THE JOINT COMMITTEE OF BARBERS AND HAIR-
DRESSERS OF VICTORIAVILLE
(Corporate seat) Victoriaville

État des recettes et des déboursés probables pour
la période comprise entre le 1er décembre 1951
et le 30 novembre 1952.

Estimate of the receipts and disbursements for
the period between December 1, 1951, and No-
vember 30, 1952.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$ 35.00
Artisans	330.00
Salariés	35.00
	<hr/>
	\$400.00

Receipts:

Assessments (½ of 1%)	
Professional employers	\$ 35.00
Artisans	330.00
Employees	35.00
	<hr/>
	\$400.00

Déboursés:

Salaire du secrétaire	\$100.00
Administration	50.00
Frais légaux	50.00
Vérification des livres	15.00
Frais de déplacement	100.00
Jetons de présence	72.00
Dépenses diverses et imprévues	13.00
	<hr/>
	\$400.00

Disbursements:

Secretary's salary	\$100.00
Administration	50.00
Legal fees	50.00
Audition of books	15.00
Travelling expenses	100.00
Meeting expenses	72.00
Various and unforeseen expenses	13.00
	<hr/>
	\$400.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 7 décembre 1951. 31619-0

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, December 7, 1951. 31619-0

Département du Trésor
Assurances

Treasury Department
Insurances

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT
D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND
CERTIFICATE OF REGISTRATION

Avis est par les présentes donné que "La
Mutuelle des Marchands Détaillants" a adopté
à une assemblée générale spéciale de ses mem-
bres, tenue le 16 septembre 1951, une résolution
décrétant sa mise en liquidation volontaire en
conformité des dispositions de l'article 276 de la
Loi des assurances de Québec (Chapitre 299,
S.R. 1941), et qu'en conséquence, le permis et le
certificat d'enregistrement de ladite société sont
annulés.

Notice is hereby given that "La Mutuelle des
Marchands Détaillants" has adopted at a special
general meeting of its members held on the 16th
of September, 1951, a resolution providing for
its voluntary liquidation, pursuant to the provi-
sions of section 276 of the Quebec Insurance Act
(Chapter 299, R.S. 1941), and that consequently
the license and certificate of registration of the
said society are cancelled.

Donné au bureau du Service des assurances,
Département du Trésor, le 26 novembre 1951.

Given at the office of the Insurance Branch,
Treasury Department, this 26th day of Novem-
ber, 1951.

Pour le Trésorier de la Province,

For the Treasurer of the Province,

31565-48-2-0 GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

31565-48-2-0 GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

Sièges sociaux

Head Offices

Avis est donné que la compagnie "Tri-Tor
Oils Ltd." (Libre de responsabilité personnelle),
constituée en corporation par lettres patentes en
vertu de la Loi des compagnies de Québec en date
du 12 octobre 1951, a établi son siège social à
1520 rue Mountain, Montréal, Québec.

Notice is hereby given that "Tri-Tor Oils Ltd."
(No Personal Liability) incorporated by Letters
Patent under the Quebec Companies' Act on
October 12th 1951, has established its head office
at 1520 Mountain Street, Montreal, Quebec.

A compter de la date de cet avis, ledit sera
considéré par la compagnie comme étant son
siège social.

From and after the date of this notice the said
office shall be considered by the company as
being the head office of the company.

Daté à Montréal, le 16 octobre 1951.

Dated at Montreal, this 16th day of October
1951.

31588 Le Secrétaire,
THÉRÈSE BOISSY.

31588-0 THÉRÈSE BOISSY,
Secretary.

Avis est par la présente donné que "Bel-A Club Inc." incorporée le 25 septembre 1951, a établi son siège social à 1185 rue Ste-Catherine Ouest, Montréal.
(Seau) Le Président,
31587-0 (Signé) PAUL PROVOST.

Notice is hereby given that "Bel-A Club Inc." incorporated on the 25th day of September 1951, has established its head office at 1185 St. Catherine Street West, Montreal.
(Seal) (Signed) PAUL PROVOST,
31587-0 President.

ALUMINUM ROLLING MILLS LIMITED

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Aluminium Rolling Mills Limited", a établi son siège social à 1405 rue Peel, chambre 300, en la cité et district de Montréal, province de Québec.
Signé le 4 décembre 1951.

31609 Le Secrétaire,
MARCEL PICHÉ.

ALUMINUM ROLLINGS MILLS LIMITED

Notice is hereby given that "Aluminium Rolling Mills Limited" has established its head office at 1405 Peel Street, Room 300, in the city and district of Montreal, province of Quebec.

Signed this 4th day of December, 1951.
MARCEL PICHÉ,
Secretary.

AVIS

Avis est donné que la compagnie Alexis Nihon Compagnie Limitée constituée ne corporation par lettres patentes en date du 11 mars 1939 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 133 ouest, rue St-Paul, Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui, l'a transporté à 6020, Côte de Liesse, Paroisse St-Laurent.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 19ième jour de novembre, 1951.

31612-0 Le Président,
ALEXIS NIHON.

NOTICE

Notice is hereby given that the Company Alexis Nihon Compagnie Limitée incorporated by letters patent bearing date March 11, 1939, and having its head office in the City of Montreal at number 133 St-Paul Street, West, Montreal, where its office has been situate to this date, has moved it to 6020, Côte de Liesse, Parish of St-Laurent.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, this nineteenth day of November, 1951.

31612 ALEXIS NIHON,
President.

Ventes pour taxes

Sales for Taxes

Province de Québec

Province of Quebec

CITÉ DU CAP-DE-LA-MADELEINE

CITY OF CAP-DE-LA-MADELEINE

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Greffier de la Cité du Cap-de-la-Madeleine, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à l'Hôtel de Ville, 375 rue Notre-Dame dans ladite Cité, MERCREDI le VINGT-SIXIÈME jour de DÉCEMBRE 1951. A DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que des intérêts courus et des frais, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given by the undersigned, City Clerk of the City of Cap-de-la-Madeleine, that the immoveables designated below will be sold at public auction, at the City Hall, 375 Notre-Dame Street, of the said City, WEDNESDAY, the TWENTY-SIXTH day of DECEMBER, 1951, at TEN o'clock of the forenoon, in payment of municipal and school taxes and accrued interests and cost unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Noms des propriétaires Name of owners	No de Cadastre et Subd. Cadastral No. and Subd.
--	--

Hamel, Jérôme	416, Subd., P. 29-30, 31, P.-44, P.-45-46-47-48 et-and 49.
<p>"Un lopin de terre situé au Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain et composé des lots connus et désignés sous les numéros vingt-neuf, trente et trente-un de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent seize (416-29-30-31) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine, contenant chacun desdits lots, trente pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, et d'une lisière de terrain située à l'arrière des lots ci-dessus décrits, et faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro quarante-quatre de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent seize (416-44) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine, mesurant quatre-vingt-dix pieds de longueur dans ses lignes nord-ouest et sud-est,</p>	
<p>"A parcel of land situate at Cap-de-la-Madeleine, County of Champlain and composed of the lots known and designated under numbers twenty-nine, thirty and thirty-one of the official subdivision of lot number four hundred and sixteen (416-29-30-31) on the official plan and in the book of reference for the parish of Cap-de-la-Madeleine, containing each of the said lots, thirty feet in width by eighty feet in depth, English measure, and more or less, and of a strip of land situate in rear of the lots above described and forming part of the lot known and designated as number forty-four of the official subdivision of lot number four hundred and sixteen (416-44) on the official plan and in the book of reference for the parish of Cap-de-la-Madeleine, measuring ninety feet in</p>	

mesure anglaise, et plus ou moins, par toute la largeur dudit lot; bornée à un bout, au nord-est par le chemin public, à l'autre bout au sud-ouest, par une autre partie dudit lot No 416-44; du côté nord-ouest par les lots Nos 45, 46 et 47 de la subdivision officielle dudit lot No 416, et du côté sud-est par lesdits lots Nos 29, 30 et 31 de la subdivision officielle dudit lot No 416; à déduire cependant dudit lot No 29 et de la partie susdite du lot No 44 de la subdivision officielle dudit lot No 416 la lisière de terrain qui a été vendue au Gouvernement de la Province, pour l'élargissement du chemin public connu sous le nom de "Route Trois-Rivières-Grand'Mère", par acte de vente en date du 5 septembre 1939, devant le notaire soussigné, enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Champlain, sous le No 108035."

"Cinq lots de terre situés sur les coteaux du Cap-de-la-Madeleine, du côté sud-ouest de la route Nationale, "Trois-Rivières-Grand'Mère" chacun desdits lots de terre contenant trente-pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, à distraire, cependant du lot adjacent à ladite route Nationale, la lisière de terrain qui a été vendue au Gouvernement de la Province de Québec, pour l'élargissement de ladite route, connus et désignés comme faisant partie du lot numéro quarante-cinq et comprenant les lots numéros quarante-six, quarante-sept, quarante-huit et quarante-neuf de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent seize (416-P-45, 46, 47, 48 et 49) du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la Cité du Cap-de-la-Madeleine, avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Héon, Hormidas..... 406, Subd. 133 et-and 134.
Lévesque, Gérard..... 387, Subd. 164.
René, Blandine Veilleux..... 631, Subd. 3.

length in its northwest and southeast lines, English measure, and more or less, by the whole width of the said lot; bounded at one end on the northeast by the public road, at the other end to the southwest, by another part of said lot No. 416-44; on the northwest side by lots Nos. 45-46 and 47 of the official subdivision on said lot No. 416, and on the southeast side, by said lots Nos. 29, 30 and 31 of the official subdivision of said lot No. 416; to be deducted, however, from said lot No. 29 and from the above described part of lot No. 44 of the official subdivision of said lot No. 416 the strip of land which was sold to the Provincial Government for the widening of the public road known as "Route Trois-Rivières-Grand'Mère", by deed of sale dated the 5th of September 1939, before the undersigned notary, registered at the Registry Office, for the County of Champlain under No. 108035."

"Five lots of land situate on the "coteaux" of Cap-de-la-Madeleine, of the southwest side of the national highway "Trois-Rivières-Grand'Mère" each of the said lots of land measuring thirty feet in width by eighty feet in depth. To be deducted, however, from the lot adjacent to the said national highway, the strip of land which was sold to the Quebec Provincial Government for the widening of the said highway, known and designated as forming part of lot number forty-five and comprising lots numbers forty-six, forty-seven, forty-eight and forty-nine of the official subdivision of lot number four hundred and sixteen (416, P. 45, 46, 47, 48 and 49) of the official cadastre of the county of Champlain, for the City of Cap-de-la-Madeleine, with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

Les immeubles susdits sont tous décrits aux plan officiel et livre de renvoi de la paroisse (maintenant cité) du Cap-de-la-Madeleine.

The aforesaid immoveables are all described on the official plan and in the book of reference for the parish (now City) of Cap-de-la-Madeleine.

Donné en la Cité du Cap-de-la-Madeleine, ce 27ième jour du mois de novembre 1951.

Given in the City of Cap-de-la-Madeleine, this 27th day of the month of November, 1951.

Le Greffier de la Cité,
FORTUNAT BEAUMIER, C.C.S.

FORTUNAT BEAUMIER, C.C.S.,
City Clerk.

31570-48-2-o

31570-48-2

Canada, Province de Québec,
District d'Abitibi-Est

Canada, Province of Quebec,
District of Abitibi-East

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE VAL D'OR

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF VAL D'OR

Avis public, est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la susdite municipalité, que:

Public notice, is hereby given by the undersigned, Town Clerk of the aforesaid Municipality that:

Le Conseil de Ville de Val d'Or, par une résolution portant le numéro 4370, en date du 19 novembre 1951, a ordonné au soussigné, conformément à l'article 549 et suivants de la Loi des Cités et Villes, de vendre les immeubles ci-dessous décrits, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la Ville de Val d'Or, avec intérêts et frais et qu'en conséquence, les dits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du Conseil à l'Hôtel de Ville de Val d'Or, MERCREDI le NEUVIÈME jour du mois de JANVIER 1952, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi;

The Town Council of Val d'Or, by a resolution bearing number 4370, dated november 19th, 1951, has ordered the undersigned pursuant to the provision of article 549 and the following of the Cities and Towns Act, to sell the immoveables hereinbelow described, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies in payment of arrears of taxes due to the Town of Val d'Or, with interests and costs, and that consequently, the said immoveables will be sold by public auction in the Council Hall at the Town Hall of Val d'Or, on WEDNESDAY the NINTH day of the month of JANUARY 1952 at HALF past TEN o'clock in the forenoon.

Toutefois seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 31 décembre 1949, auront été payées avant le moment de la vente;

However there shall be excluded from the sale, those immoveables whereon the taxes falling due on or before the 31st of December 1949, shall have been paid before the sale.

Nom Name	No du cadastre Cadastral number	Taxes Taxes	Intérêts et frais — Interests & costs	Total Total
Mme — Mrs. Gabriel Cholette.....	60-189 P. N. 60-190. Situé dans le rang VIII du Canton Dubuisson.—Situé in Range VIII of the Dubuisson Township.	\$48.60	\$19.40	\$68.00

La vente des immeubles décrits dans le présent avis est faite, s'il y a lieu, sujette aux conditions des baux emphythéotiques pouvant affecter les dits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

Donné à Val d'Or, Qué., ce vingt-deuxième jour de novembre 1951.

31559-48-2-o

Le Greffier,
J.-A. NADON.

The sale of the immoveables described in the present notice is made as the case may be, subject to the conditions of emphyteutic leases which may effect the said immoveables.

The purchase price of each of the said immoveables will be payable immediately.

Given at Val d'Or, this twenty-second day of November 1951.

31559-48-2-o

The town Clerk,
J.-A. NADON.

VENTES PAR SHÉRIF

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, N° V-1752 { SID WEINBERG, bijoutier de la ville de Val d'Or, district d'Abitibi, demandeur, vs GOLDMAQUE MINES LIMITED, un corps corporatif et politique constitué en corporation selon la loi, ayant son siège social en la cité de Toronto, province d'Ontario et une place d'affaires près de Perron dans le district d'Abitibi, défenderesse.

Les claims suivants situés dans le canton Bourlamaque:

D.L. 5687, Claims A-97253 à 257 incl., Canton Bourlamaque.

D.L. 5329, Claims A-96296 à 300 incl., Canton Bourlamaque.

D.L. 6597, Claims A-99800 à 804 incl., Canton Bourlamaque.

D.L. 6598, Claims A-99805 à 809 incl., Canton Bourlamaque.

D.L. 7430, Claims A-101192 à 196 incl., Canton Bourlamaque.

D.L. 7431, Claims A-101197 à 201 incl., Canton Bourlamaque.

D.L. 5667, Claims A-97058 à 62 incl., Canton Bourlamaque.

D.L. 5668, Claims A-97063 à 66 incl., Canton Bourlamaque.

D.L. 5686, Claims A-97248 à 252 incl., Canton Bourlamaque.

D.L. 7432, Claims A-101525 à 529 incl., Canton Bourlamaque.

D.L. 7433, Claims A-101530 à 534 incl., Canton Bourlamaque.

D.L. 7434, Claims A-101535 à 539 incl., Canton Bourlamaque.

Claims Nos: 18440, 18530 et 18564.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement Palais de Justice à Amos, le MERCREDI SEIZE JANVIER 1952 à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS.
Amos 4 décembre 1951. 31625-49-2

Le Shérif,

BEDFORD

Fieri Facias

Dans la Cour d'Echiquier du Canada Bedford, N° 44981. { Dans l'affaire de la LOI FÉDÉRALE SUR LES DROITS SUCCESSORAU, in re: JOSEPH JEAN LAWRENCE E. MINTZ, anciennement

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, { SID WEINBERG, Jeweller of the town of Val d'Or district of Abitibi, plaintiff, vs GOLDMAQUE MINES LIMITED, a body corporate and politic duly incorporate according to law, having its Head Office in the city of Toronto, Province of Ontario, and a place of business near Perron in the district of Abitibi, defendant.

The following Claims situate in the Township Bourlamaque:

D.L. 5687, Claims A-97253 to 257 incl. Bourlamaque township.

D.L. 5329, Claims A-96296 to 300 incl., Bourlamaque township.

D.L. 6597, Claims A-99800 to 804 incl., Bourlamaque township.

D.L. 6598, Claims A-99805 to 809 incl., Bourlamaque township.

D.L. 7430, Claims A-101192 to 196 incl., Bourlamaque township.

D.L. 7431, Claims A-101197 to 201 incl., Bourlamaque township.

D.L. 5667, Claims A-97058 to 62 incl., Bourlamaque township.

D.L. 5668, Claims A-97063 to 66 incl., Bourlamaque township.

D.L. 5686, Claims A-97248 to 252 incl., Bourlamaque township.

D.L. 7432, Claims A-101525 to 529 incl., Bourlamaque township.

D.L. 7433, Claims A-101530 to 534 incl., Bourlamaque township.

D.L. 7434, Claims A-101535 to 539 incl., Bourlamaque township.

Claims No. 18440, 18530, and 18564.

To be sold, at the Registry Office, Court House, at Amos, on WEDNESDAY, the SIXTEENTH day of JANUARY, 1952, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, FERDINAND GERVAIS, Sheriff.
Amos, December 4, 1951. 31625-49-2

Le Shérif,

BEDFORD

Fieri Facias

In the Exchequer Court of Canada Bedford, N° 44981. { IN the matter of the FEDERAL SUCCESSION DUTIES ACT, in re, JOSEPH JEAN LAWRENCE E. MINTZ, heretofore of the city of Detroit, in

de la cité de Détroit, dans l'état de Michigan, un des États-Unis d'Amérique, maintenant des cité et district de Montréal, exécuteur testamentaire de la succession de Corinne Valiquette, autrefois de la ville de Farnham, district de Bedford, célibataire, décédée.

Comme appartenant au défendeur:

a) Une ferme connue et désignée comme étant les lots Nos 343, 344, 384, 385 et une partie du lot N° 389a des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Romuald de Farnham et connue comme étant la ferme St-Césaire;

b) Une ferme connue et désignée comme étant le lot N° 284 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Romuald de Farnham et connue comme étant la ferme Meganta.

c) Une ferme connue et désignée comme étant les lots Nos 2273, 2276, 2277 et 2689 des plan et livre de renvoi officiels du canton de Stanbridge connue comme étant la ferme Stanbridge.

d) Un immeuble connu comme étant le lot N° 117 et des parties des lots Nos 322, 323 et 119 des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Farnham, avec les bâtisses dessus érigées.

e) Un immeuble connu comme étant des parties des lots 120, 319, 320 et 321 des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Farnham, avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique de la paroisse de St-Romuald de Farnham, dans le district de Bedford, MERCREDI, le NEUVIÈME jour de JANVIER 1952, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Sweetburg, Qué., 28 novembre 1951. A. ST-MARTIN.
31616-49-2

the State of Michigan, one of the United States of America, now of the city and district of Montreal, testamentary executor of the Estate of Corinne Valiquette, heretofore of the town of Farnham, district of Bedford, spinster, deceased.

As belonging to the defendant:

a) Farm known and designated by lots 343, 344, 384, 385 and part of lot No 389a of the official plan and book of reference of the Parish of St-Romuald of Farnham known as the St-Césaire farm;

b) A farm known and designated by lot No. 284 of the official plan and book of reference of the Parish of St. Romuald of Farnham known as the Meganta Farm.

c) A farm known and designated by lots Nos. 2273, 2276, 2277 and 2689 of the official plan and book of reference of the township of Stanbridge, known as the Stanbridge Farm.

d) An immoveable known by Lot No. 117 and parts of lots Nos 322, 323 and 119 of the official plan and book of reference of the town of Farnham with buildings thereon erected.

e) An immoveable known by parts of lots 120, 319, 320 and 321 of the official plan and book of reference of the town of Farnham with buildings thereon erected.

To be sold at the Catholic Church door of the parish of St-Romuald of Farnham, in the district of Bedford, on WEDNESDAY, the NINTH day of JANUARY, 1952, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, A. ST-MARTIN,
Sweetburg, Que., November 28, 1951. Sheriff.
31616-49-2

CHICOUTIMI

Fieri facias

Dans la Cour de l'Echiquier du Canada

N° 25148 { LE PROCUREUR-GENERAL DU CANADA (Dans l'affaire de la loi de la taxe d'accise et amendements), demandeur vs ELZÉAR PLOURDE, autrefois faisant affaires dans la ville de Jonquière dans le comté de Chicoutimi, dans la province de Québec, comme manufacturier de liqueurs douces, défendeur.

Contre le défendeur:

a) Le lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-sept-A-cent soixante-huit (27-A-168) du rang trois (3), du cadastre officiel du canton Jonquière, avec dépendances.

b) Le lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-sept-A-cent soixante et neuf (27-A-169) du rang trois (3), du cadastre officiel du canton Jonquière, avec dépendances.

c) Le lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-six-B-trois-cent trente-quatre (26-B-334), du rang trois (3), du cadastre officiel du canton Jonquière, avec dépendances.

d) Les lots de terre connus et désignés sous les numéros vingt-six-B-trois cent trente-deux (26-B-332) et vingt-six-B-trois cent trente-trois (26-B-333) du rang trois (3), du cadastre officiel du canton Jonquière, avec bâtisses, circonstances et dépendances. Ces lots devront être vendus en bloc conformément à l'ordonnance du Régistrateur de la Cour de l'Echiquier du 23 octobre 1951.

CHICOUTIMI

Fieri Facias

In the Exchequer Court of Canada

No. 25148 { THE SOLICITOR GENERAL OF CANADA (In the matter of the Excise Act and amendments), plaintiff; vs ELZÉAR PLOURDE, heretofore carrying on business in the Town of Jonquière, in the county of Chicoutimi, Province of Quebec, as manufacturer of soft drinks, defendant.

Against the defendant:

a) The lot of land known and designated as number twenty-seven-one hundred and sixty-eight (27-A-168) of range three (3), of the official cadastre for the township Jonquière, with dependencies.

b) The lot of land known and designated as number twenty-seven-A one hundred and sixty-nine (27-A-169) of range three (3), of the official cadastre for the township Jonquière, with dependencies.

c) The lot of land known and designated as number twenty-six-B-three hundred and thirty-four (26-B-334), of range three (3), of the official cadastre for the township Jonquière, with dependencies.

d) The lots of land known and designated as numbers twenty-six-B-three hundred and thirty-two (26-B-332) and twenty-six-B-three hundred and thirty-three (26-B-333) of range three (3), of the official cadastre for the township Jonquière — with buildings, circumstances and dependencies. The said lots to be sold "en bloc" pursuant to an order from the Registrar of the Exchequer Court, of the 23rd of October, 1951.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Laurent, dans la vile de Jonquière, JEUDI, le DIXIÈME jour du mois de JANVIER 1952, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
RENÉ DELISLE.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, le 4 décembre 1951. 31620-49-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province de Québec, District de Gaspé (Iles de la Madeleine)

Cour de Circuit, N° 294 { GUSTAVE LAFRANCE & EDGARD BOURQUE, ès-qualité, demandeurs, vs CHESLEY LOHNES & AL., défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs: Léonard et Walter Clarke, S. 92 du lot 20, 0-2-0, lot 36, 6-2-2-24, lot 37, 3-2-0 situé à Grosse Isle, lot 13, 89-0-0, lot 25, 63-0-0 situé à l'Île Coffin, I.M.

Comme appartenant au défendeur: Lawrence Prest, domicilié à Grosse Ile, I.M., un lot de terre, une maison, un garage.

Comme appartenant à Alton Clarke, domicilié à Old Harry, I.M., une maison.

Comme appartenant à Earl Clarke, domicilié à Old Harry, I.M., 15 acres de terre et un garage.

Pour être vendus à mon bureau, à Hâvre-Aubert, I.M. le VINGTIÈME jour de DÉCEMBRE 1951, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
NAPOLEON BRIAND.

Bureau du Shérif,
Hâvre-Aubert, Iles de la Madeleine.
31485-46-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 305219 { METROPOLITAN COAL IMPORT Inc., demanderesse, vs H. FARBER, défendeur.

"Deux lots de terre, ayant front sur l'avenue Bloomfield, dans le quartier St-Jean, de la cité de Montréal, portant les numéros mille trois cent vingt-quatre et mille trois cent vingt-cinq, du lot original six cent trente-sept sur le plan et au livre de renvoi officiel de la paroisse de St-Laurent (637-1324 et 637-1325) avec toutes bâtisses y dessus érigées.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT DÉCEMBRE 1951, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
CAISSE & HURTEAU.

Bureau du Shérif,
[Publications du 10 novembre et du 27 octobre sont nulles].
Montréal, 14 novembre 1951. 31478-46-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 61866 { DAME ERNESTINE GAU-DREAU, veuve d'Antoine Bernier, de la cité de

Québec, autorisée aux fins des présentes par jugement du tribunal des faillites, le 12 octobre 1951; contre ROLLAND LAPOINTE, agent d'affaires, de Cap Rouge, comté de Québec, et LUCIEN CHAREST, syndic, de la cité de Québec, mis-en-cause, à savoir:

To be sold, at the parish church door of St-Laurent, in the Town of Jonquière, on THURSDAY, the TENTH day of the month of JANUARY, 1952, at TWO o'clock in the afternoon.

Le Shérif,
RENÉ DELISLE,
Sheriff's Office,
Chicoutimi, December 4, 1951. 31620-49-2

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province of Quebec, District of Gaspé (Magdalen Islands)

Circuit Court, No. 294 { GUSTAVE LAFRANCE & EDGARD BOURQUE, ès-qual., plaintiffs, vs CHESLEY LOHNES & AL., defendants.

As belonging to the defendants: Leonard & Walter Clarke, S. 92 of lot 20, 0-2-0, lot 36, 6-2-2-24, lot 37, 3-2-0 situate at Grosse Isle, lot 13, 89-0-0, lot 25, 63-0-0 situate at Coffin Islands, M.I.

As belonging to the defendant: Lawrence Prest, domiciled at Grosse Isle, M.I. A lot of land, one house, one garage.

As belonging to: Alton Clarke, domiciled of the municipality Grosse Isle, M.I., one house.

As belonging to Earl Clarke, domiciled at Old-Harry, M.I., 15 acres of land, one garage.

To be sold at my office, at Amherst, M.I., the TWENTIETH day of DECEMBER 1951, at TEN o'clock in the forenoon.

NAPOLEON BRIAND,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Hâvre-Aubert, Magdalen Islands.
31485-46-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 305219 { METROPOLITAN COAL IMPORT INC. plaintiff, vs H. FARBER, defendant.

"Two lots of land, facing on Bloomfield Avenue in the St-Jean Ward of the city of Montreal, bearing numbers one thousand three hundred and twenty-four and one thousand three hundred and twenty-five, original number six hundred and thirty seven on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Laurent (637-1324 et 637-1325) with all buildings thereon erected.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY day of DECEMBER, 1951, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
[Publications of the 10th of November and 27th of October are null.]
Montreal November 14, 1951. 31478-46-2-o

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: N° 61866 { DAME ERNESTINE GAU-DREAU, widow of Antoine Bernier, of the City of

Quebec, authorized for the purposes hereof, by judgment of the Bankruptcy Court, on October 12, 1951; against ROLLAND LAPOINTE, business agent, of Cap Rouge, county of Quebec, and LUCIEN CHAREST, Trustee, of the city of Quebec, mis-en-cause, to wit:

Le lot N° 90 (quatre-vingt-dix) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Félix du Cap Rouge, comté de Québec, étant un emplacement situé dans la côte du Cap Rouge, mesurant 50 pieds de front par 70 pieds de profondeur, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Félix du Cap Rouge, comté de Québec, le VINGT-HUITIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
AIMÉ DION.

Bureau du Shérif,
Québec, 21 novembre 1951. 31526-47-2-0
[Première insertion: 24 novembre 1951]
[Deuxième insertion: 7 décembre 1951]

Fieri Facias
Cour de Magistrat

Québec, à savoir: { COMMERCIAL FINANCE CORPORATION LTD., corps politique incorporé ayant le siège principal de ses affaires en la cité de Québec, au N° 61 rue d'Anteuil; contre EDMOND GUILBAULT, domicilié à Notre-Dame des Laurentides, et LIONEL BERGERON, Notre-Dame des Laurentides, P.Q., à savoir:

Saisi comme appartenant à Edmond Guilbault, l'un des défendeurs.

Partie du lot N° 35 (trente-cinq) du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, étant un emplacement situé maintenant en la paroisse de Notre-Dame des Laurentides, mesurant 75 pieds de largeur, à être pris à cent cinquante pieds de la propriété de Monsieur Odilon Paquet, par 75 pieds de profondeur, borné au nord par le chemin public et des trois autres côtés par le vendeur, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame des Laurentides, comté de Québec, le ONZIÈME jour de JANVIER prochain (1952), à DIX heures du matin.

Le Shérif,
AIMÉ DION.

Bureau du Shérif,
Québec, 5 décembre 1951. 31621-49-2-0
[Première insertion: 7 décembre 1951]
[Deuxième insertion: 22 décembre 1951.]

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Richelieu

Cour de Magistrat, { LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA, demanderesse; vs ÉMILE LECLERC, défendeur.

Un emplacement situé dans la paroisse de St-Joseph-de-Sorel, sur la rue St-André, concession de la Rivière Richelieu, faisant partie du lot numéro trente (30) du cadastre de la paroisse de St-Pierre-de-Sorel, mesurant 50' x 85' plus ou moins de profondeur, tenant en front ou au Sud une rue, en profondeur, la ligne séparant les nos 30 et 29, du côté Est, autre partie du numéro 30, appartenant à Rodrigue Descheneaux ou représentant Emile Latour, et du côté Ouest, autre partie du numéro 30, appartenant à Arthur Bonin. Avec maisons y érigées et leurs dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Sorel, MERCREDI le DIX-NEUF décembre 1951, à 10 heures du matin.

Le Shérif,
R. PAQUIN.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 13 novembre 1951. 31479-46-2-0

Lot No' 90 (ninety) of the official cadastre for the parish of St-Félix du Cap Rouge, county of Quebec, being an emplacement situate on Cap Rouge hill, measuring 50 feet in front by 70 feet in depth, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St-Félix du Cap Rouge, county of Quebec, on the TWENTY-EIGHTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock of the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, November 21, 1951. 31526-47-2
[First insertion: November 24, 1951]
[Second insertion: December 7, 1951]

Fieri Facias
Magistrate's Court

Quebec, to wit: { COMMERCIAL FINANCE CORPORATION LTD., a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Quebec, at No. 61 d'Anteuil Street; against EDMOND GUILBAULT, domiciled at Notre-Dame des Laurentides, and LIONEL BERGERON, Notre-Dame des Laurentides, P.Q. to wit:

Seized as belonging to Edmond Guilbault, one of the defendants.

Part of lot No. 35 (thirty-five) of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, county of Quebec, being an emplacement now situate in the parish of Notre-Dame des Laurentides, measuring 75 feet in width, to be taken one hundred and fifty feet from the property of Mr. Odilon Paquet, by 75 feet in depth, bounded on the North by the public road and on the other three sides by the vendor, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the parish church door of Notre-Dame des Laurentides county of Quebec, the ELEVENTH day of JANUARY next, (1952), at TEN o'clock of the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, December 5, 1951. 31621-49-0
[First insertion: December 7, 1951].
[Second insertion: December 22, 1951].

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Richelieu

Magistrate's Court, { LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA, plaintiff; vs ÉMILE LECLERC, defendant.

An emplacement situate in the parish of St-Joseph-de-Sorel, on St-André Street, concession of the Richelieu River, forming part of cadastral lot number thirty (30) of the parish of St-Pierre-de-Sorel, measuring in depth 50' x 85', more or less, bounded in front on south by a street, in depth by the line separating numbers 30 and 29; on the east side, by another part of number 30, belonging to Rodrigue Descheneaux or representative, Emile Latour, and on the west side, by another part of number 30, belonging to Arthur Bonin. With houses and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Sorel, WEDNESDAY, the NINETEENTH day of DECEMBER, 1951, at TEN o'clock of the forenoon.

R. PAQUIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sorel, November 13, 1951. 31479-46-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 49

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Bégin vs Beaudoin	3325
Coulombe vs Basler	3326
Jodoin vs Champoux	3325
Lévesque vs Labbé	3326
Steedman vs Aboud	3326

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1324 — Concernant le règlement numéro 243, adopté par le conseil de la ville de Dorval en 1951	3326
1344 — Concernant une certaine étendue de terrain soustraite à la prospection	3327

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

3297

AVIS DIVERS:

Association Sportive de Ste-Claire (Fondation)	3329
Bills sanctionnés	3332
Black Dimand Tungsten Limited (Vente d'actions)	3328
Canadian Arena Company (Directeurs)	3328
La Commission Industrielle de Saint-Jérôme — The Industrial Commission of St. Jérôme (Directeurs)	3328
La Fédération Compagnie d'Assurance du Canada (Caution en Justice)	3329
Lafontaine, Henri (Président d'élection)	3329
L'Amicale des Professeurs Français au Canada (Règlements)	3328
Le Syndicat des Travailleurs en Construction de Sherbrooke (Formation)	3329
Local Construction Co. Ltd. (Distribution de l'actif)	3331
Polk Vaughan, Inc. (Distribution de l'actif)	3331
St-Lambert, cité de (Non en défaut)	3331
Syndicat Coopératif de la salle paroissiale de Deschambault (Fondation)	3329
Syndicat des Instituteurs Laïcs de Saint-Jean (Formation)	3330
Syndicat des Travailleurs du Meuble et de la Literie (Formation)	3330
The Canadian Import Company, Limited (Distribution de l'actif)	3331
Three Rivers Grain and Elevator Company Limited (Directeurs)	3330

CHARTES — ABANDON DE:

Beauce Monuments Limitée	3335
Campbells' Florists Incorporated	3333
Equity Construction, Limited	3333
Islemont Securities Corporation	3333
Ken-Dor Novelty Mfg. Co. Ltd.	3333
La Rose Boutour Mines Ltd.	3332
LaSalle Stone & Marble Company Limited	3334
Laurentian Golf and Country Club, Limited	3334
Laurentian Securities Limited	3335
Médéric Charbonneau Limitée	3334
Merchants Housing Corporation	3332
Montreal Townlots, Limited	3334
Morris Brothers (Quebec), Limited	3333
Polk Vaughan, Inc.	3332

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Biron, Succession Edouard	3322
Cappiello, Leo	3324
Centre Médical Claude Bernard Medical Centre	3324
Chicoutimi, cité de	3323
Dolbeau, ville de	3325

Index of the Quebec Official Gazette, No. 49

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Bégin vs Beaudoin	3325
Coulombe vs Basler	3326
Jodoin vs Champoux	3325
Lévesque vs Labbé	3326
Steedman vs Aboud	3326

ORDERS IN COUNCIL:

1324 — Concerning By-law number 243 passed by the Council of the Town of Dorval in 1951	3326
1344 — Concerning a certain tract of land restrained from prospecting	3327

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

3297

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association Sportive de Ste-Claire (Foundation)	3329
Bills sanctioned	3332
Black Diamond Tungsten Limited (Sale of shares)	3328
Canadian Arena Company (Directors)	3328
La Commission Industrielle de Saint-Jérôme — The Industrial Commission of St. Jérôme (Directors)	3328
La Fédération Compagnie d'Assurance du Canada (Judicial surety)	3329
Lafontaine, Henri (Returning-Officer)	3329
L'Amicale des Professeurs Français au Canada (By-Laws)	3328
Le Syndicat des Travailleurs en Construction de Sherbrooke (Formation)	3329
Local Construction Co. Ltd. (Distribution of the assets)	3331
Polk Vaughan, Inc. (Distribution of the assets)	3331
St-Lambert, city of (No longer in default)	3331
Syndicat Coopératif de la Salle Paroissiale de Deschambault (Foundation)	3329
Syndicat des Instituteurs Laïcs de Saint-Jean (Formation)	3330
Syndicat des Travailleurs du Meuble et de la Literie (Formation)	3330
The Canadian Import Company, Limited (Distribution of the assets)	3331
Three Rivers Grain and Elevator Company Limited (Directors)	3330

CHARTERS — SURRENDER OF:

Beauce Monuments Limited	3335
Campbells' Florists Incorporated	3333
Equity Construction, Limited	3333
Islemont Securities Corporation	3333
Ken-Dor Novelty Mfg. Co. Ltd.	3333
La Rose Boutour Mines Ltd.	3332
LaSalle Stone & Marble Company Limited	3334
Laurentian Golf and Country Club, Limited	3334
Laurentian Securities Limited	3335
Médéric Charbonneau Limitée	3334
Merchants Housing Corporation	3332
Montreal Townlots Limited	3334
Morris Brothers (Quebec), Limited	3333
Polk Vaughan, Inc.	3332

APPLICATION TO LEGISLATURE:

Biron, Estate of Edouard	3322
Cappiello, Leo	3324
Centre Médical Claude Bernard Medical Centre	3324
Chicoutimi, city of	3323
Dolbeau, town of	3325

Le Collège des Horlogers-Bijoutiers de la Province de Québec.	3322	Le Collège des Horlogers-Bijoutiers de la Province de Québec.	3322
Les Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus.	3324	Les Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus.	3324
Mayer, André.	3323	Mayer, André.	3323
Salaberry-de-Valleyfield, cité de.	3323	Salaberry-de-Valleyfield, city of.	3323
St-David-de-Falardeau, munic. de et al	3322	St-David-de-Falardeau, munic. of et al.	3322
Thibert, Jean-Noel-A.	3325	Thibert, Jean-Noel-A.	3325

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de :	
Aylwin.	3335
Bowman et Denholm.	3335
Pointe-aux-Trembles.	3335
Ste-Marie-de-Quyon.	3336

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:	
Ste-Victoire, paroisse de.	3336

TRAVAIL:

Comité conjoint des barbiers et coiffeuses de Victoriaville (Prélèvement).	3341
Comité paritaire des services hospitaliers de la région de l'Est (Prélèvement).	3340
Industrie de l'imprimerie dans la région de Québec (Modification).	3336

TRÉSOR:

Assurances:	
La Mutuelle des Marchands Détaillants	3343

LETTRES PATENTES:

Ace Carpet Cleaners Ltd.	3298
Aird Avenue Clothes Limited.	2399
Aluminum Rolling Mills Limited.	3299
Auberge "Halfway" Inc.— "Halfway" Inc.	3299
A. Weis Inc.	3333
Bel-A Club Inc.	3333
Belmont Realities Limited.	3333
Calumet Investments Limited — Placements Calumet Limitée.	3301
Commercial Forms Limited.	3301
Corporation R. Gagnon Ltée.	3301
Delea Cheese & Milk Products Ltd.	3302
Dominion Silica Corporation Limited.	3302
Dubord & Frère Ltd.	3303
Edifice Brassard Incorporée.	3303
Edinburg Apartments Ltd.	3303
E. E. Tremblay Ltée.	3304
Empire Electric Supply Company.	3304
E. Pilon Sport Shop Ltd.	3304
Eugène Allard & Fils, Inc.— Eugène Allard & Son Inc.	3305
Foamolote Products Ltd.	3305
Geo. Gaudet Inc.	3305
Globe Securities Corporation Ltd.	3306
Hallé Automobiles Limitée.	3306
Holiday Sportswear Corp.	3306
Home Realty Corp.	3307
Institute of Radio and Television Arts Ltd.— Institut en Radiophonie et Télévision Ltée.	3307
Jack Starr Inc.	3307
J. C. Bédard Inc.	3308
Jos. H. Blanchet & Fils Ltée.	3308
Julius Dizgun Inc.	3309
L'Amicale des Professeurs Français du Canada.	3309
Les Immeubles Tanguay Ltée — Tanguay Realities Ltd.	3309
Les Produits Alimentaires La Rose Limitée — La Rose Food Products Limited.	3310
Les Réparations Simard Ltée.	3310
Les Services Mercantiles Ltée — The Mercantile Services Ltd.	3310

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

School Municipality of:	
Aylwin.	3335
Bowman and Denholm.	3335
Pointe-aux-Trembles.	3335
Ste-Marie-de-Quyon.	3336

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:	
Ste-Victoire, parish of.	3336

LABOUR:

Joint Committee of Barbers and Hairdressers of Victoriaville (Levy).	3341
Hospital Service Parity Committee for the Eastern District (Levy).	3340
Printing trades in the district of Quebec (Amendment).	3336

TRÉASURY:

Insurance:	
La Mutuelle des Marchands Détaillants	3343

LETTERS PATENT:

Ace Carpet Cleaners Ltd.	3298
Aird Avenue Clothes Limited.	2399
Aluminum Rolling Mills Limited.	3299
Auberge "Halfway" Inc.— "Halfway" Inc.	3299
A. Weis Inc.	3333
Bel-A Club Inc.	3333
Belmont Realities Limited.	3333
Calumet Investments Limited — Placements Calumet Limitée.	3301
Commercial Forms Limited.	3301
Corporation R. Gagnon Ltée.	3301
Delea Cheese & Milk Products Ltd.	3302
Dominion Silica Corporation Limited.	3302
Dubord & Frère Ltd.	3303
Edifice Brassard Incorporée.	3303
Edinburg Apartments Ltd.	3303
E. E. Tremblay Ltée.	3304
Empire Electric Supply Company.	3304
E. Pilon Sport Shop Ltd.	3304
Eugène Allard & Fils, Inc.— Eugène Allard & Son Inc.	3305
Foamolote Products Ltd.	3305
Geo. Gaudet Inc.	3305
Globe Securities Corporation Ltd.	3306
Hallé Automobiles Limitée.	3306
Holiday Sportswear Corp.	3306
Home Realty Corp.	3307
Institute of Radio and Television Arts Ltd.— Institut en Radiophonie et Télévision Ltée.	3307
Jack Starr Inc.	3307
J. C. Bédard Inc.	3308
Jos. H. Blanchet & Fils Ltée.	3308
Julius Dizgun Inc.	3309
L'Amicale des Professeurs Français du Canada.	3309
Les Immeubles Tanguay Ltée — Tanguay Realities Ltd.	3309
Les Produits Alimentaires La Rose Limitée — La Rose Food Products Limited.	3310
Les Réparations Simard Ltée.	3310
Les Services Mercantiles Ltée — The Mercantile Services Ltd.	3310

Matex Realties Inc.	3311	Matex Realties Inc.	3311
Michel Ouellet & Fils Limitée	3311	Michel Ouellet & Fils Limitée	3311
Milbank Securities Ltd.	3311	Milbank Securities Ltd.	3311
Moon Signs Ltd.	3312	Moon Signs Ltd.	3312
Persilliers Development Company	3312	Persilliers Development Company	3312
Philip Furniture Frame Mfg. Co., Ltd.	3312	Philip Furniture Frame Mfg. Co., Ltd.	3312
Philmar Associates Limited.	3313	Philmar Associates Limited.	3313
Princess Gold Metal Limited.	3313	Princess Gold Metal Limited.	3313
Regent Jewellers Limited.	3313	Regent Jewellers Limited.	3313
S.D. Lonn Inc.	3314	S.D. Lonn Inc.	3314
St Romuald Milling in Transit Ltd.	3314	St Romuald Milling in Transit Ltd.	3314
Terrebonne Titanium Co. Ltd.	3315	Terrebonne Titanium Co. Ltd.	3315
The Freez-O-Mat Company Ltd.	3315	The Freez-O-Mat Company Ltd.	3315
Tri-Tor Oils Ltd.	3315	Tri-Tor Oils Ltd.	3315
Trois Pistoles Lumber & Trading Inc.	3316	Trois Pistoles Lumber & Trading Inc.	3316
Victoria Copper Zinc Mines Limited.	3316	Victoria Copper Zinc Mines Limited.	3316
Villebon Inc.	3317	Villebon Inc.	3317
Wexford Investment Company Limited	3317	Wexford Investment Company Limited	3317
Wm H. Muller & Co. (Canada) Ltd.	3317	Wm H. Muller & Co. (Canada) Ltd.	3317
LETRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:		LETRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:	
A. D. McGibbon & Sons Limited	3318	A. D. McGibbon & Sons Limited	3318
Beau-Monde Hosiery Mills Inc.	3318	Beau-Monde Hosiery Mills Inc.	3318
Canadian Arena Company.	3318	Canadian Arena Company.	3318
Casings (Sales) Limited.	3319	Casings (Sales) Limited.	3319
Electronic Enterprises Limited.	3319	Electronic Enterprises Limited.	3319
Girouard Limousines de Luxe Inc.	3319	Girouard Limousines de Luxe Inc.	3319
Greenshields & Co. Inc.	3319	Greenshields & Co. Inc.	3319
J. Pottel & Sons Inc.	3320	J. Pottel & Sons Inc.	3320
Kool Vent Awnings Ltd.	3320	Kool Vent Awnings Ltd.	3320
La Compagnie Dollard Limitée.	3320	La Compagnie Dollard Limitée.	3320
McNulty, Brouillette Limitée.	3320	McNulty, Brouillette Limitée.	3320
Ouellet Incorporée.	3321	Ouellet Incorporée.	3321
Racine Mfg. Co. Ltd.	3321	Racine Mfg. Co. Ltd.	3321
School for Handicapped Children.	3321	School for Handicapped Children.	3321
Teen Togs Inc.	3321	Teen Togs Inc.	3321
Universal Manufacturing Company Ltd.	3321	Universal Manufacturing Company Ltd.	3321
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Alexis Nihon Compagnie Limitée.	3344	Alexis Nihon Compagnie Limitée . . .	3344
Aluminium Rolling Mills Limited.	3344	Aluminum Rolling Mills Limited.	3344
Bel-A Club Inc.	3344	Bel-A Club Inc.	3344
Tri-For Oils Ltd.	3343	Tri-For Oils Ltd.	3343
VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Cap-de-la-Madeleine, cité de.	3344	Cap-de-la-Madeleine, city of.	3344
Val d'Or, ville de.	3345	Val d'Or, town of.	3345
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
ABITIBI:		ABITIBI:	
Weinberg vs Goldmaque Mines Limited	3346	Weinberg vs Goldmaque Mines Limited	3346
BEDFORD:		BEDFORD:	
Loi fédérale sur les droits successoraux vs Mintz.	3346	Federal Succession Duties Act vs Mintz	3346
CHICOUTIMI:		CHICOUTIMI	
Le Procureur général du Canada vs Plourde.	3347	The Solicitor General of Canada vs Plourde.	3347
GASPÉ:		GASPÉ:	
Lafrance <i>et al</i> vs Lohnes <i>et al</i>	3348	Lafrance <i>et al</i> vs Lohnes <i>et al</i>	3348
MONTRÉAL:		MONTRÉAL:	
Metropolitan Coal Import Inc. vs Far- ber.	3348	Metropolitan Coal Import Inc vs Farber.	3348
QUÉBEC:		QUEBEC:	
Commercial Finance Corporation Ltd. vs Guilbault <i>et al</i>	3349	Commercial Finance Corporation Ltd vs Guilbault <i>et al</i>	3349
Gaudreault vs Lapointe.	3348	Gaudreault vs Lapointe.	3348
RICHELIEU:		RICHELIEU:	
La Banque Provinciale du Canada vs Leclerc.	3349	La Banque Provinciale du Canada vs Leclerc.	3349
31626.		31626	